

LE CRIME DES POLLUEURS

L'émission de la Télévision romande "Temps Présent" a présenté, jeudi 27 septembre, un film anglais sur les maladies dues à l'amiante intitulé *Alice ou le combat pour la vie*. Tous ceux et celles qui auront vu les visages de ces malades d'asbestose ou de mésothéliome – les cancers provoqués par l'amiante – n'oublieront pas ces images. La femme de 47 ans rongée par la maladie qu'elle a contractée vingt ans plus tôt pour quelques années de travail dans une entreprise d'amiante, l'enfant de 12 ans emporté par un cancer parce qu'il aidait son père à nettoyer les garnitures de frein de son camion, le travailleur de 32 ans réduit à l'état de squelette pour avoir développé, aux Etats-Unis, un nouveau produit à base d'amiante. Et beaucoup d'autres! Chaque fois, c'est le même scénario. Des gens en pleine santé, comme vous et moi, subitement saisis par un cancer vieux de quelques années, qui a mûri insidieusement dans tous les pores de l'organisme et qui les transforme, en quelques mois, en cadavres. De vrais visages de détenus des camps de concentration!

A la porte d'Auschwitz, il y avait le sinistre adage: "Arbeit macht frei".

A la porte de bien des entreprises d'amiante, on pourrait aligner les tombes des victimes: "Mortes au travail". Mais cette violence, celle des pollueurs et du profit accumulé au prix de la santé des travailleurs, n'a pas eu encore son procès de Nuremberg. Elle ne met pourtant pas seulement en danger les travailleuses et les travailleurs de l'amiante – suivis aujourd'hui par les contrôles médicaux. Des décharges d'amiante à ciel ouvert, des plafonds floqués à l'amiante et réparés sans protection, des garnitures de frein nettoyées sans contrôle dans un garage, des appareils ménagers courants (fers à repasser, par exemple) où l'amiante est utilisé – autant de situations concrètes, quotidiennes presque, qui peuvent apporter leur lot de malades et même de cadavres. Tel est le coût social que des milliers de tonnes d'amiante, exploitées avec profit pendant des décennies alors qu'on connaissait les risques de cette substance, laissent derrière elles.

Les autorités suisses n'ont pas encore réagi. En Allemagne, on a publié des listes entières de produits de substitution à l'amiante. Mais Eternit – principal producteur suisse de produits à l'amiante – peut annoncer sans gêne qu'il arrêtera la production... en 1990! Et il n'y a pas seulement la production. Qui paiera les déflocages, l'élimination des produits dangereux, le stockage des déchets? Les pollueurs? Evidemment non. Les caisses publiques ou les privés – en payant de leur santé. Tel est le plus gros scandale de la production pour le profit: à l'entrepreneur les bénéfices, à la société les "faux frais". S'il fallait appliquer le principe pollueur-payeur, même la fortune des Schmiedheiny ne suffirait sans doute pas à payer l'élimination de l'amiante répandu depuis des années. Raison de plus pour interdire tout de suite les produits en amiante, faire payer au maximum les frais aux producteurs et mettre le holà aux profiteurs de notre santé. Qu'attend le Conseil fédéral?

La Brèche

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

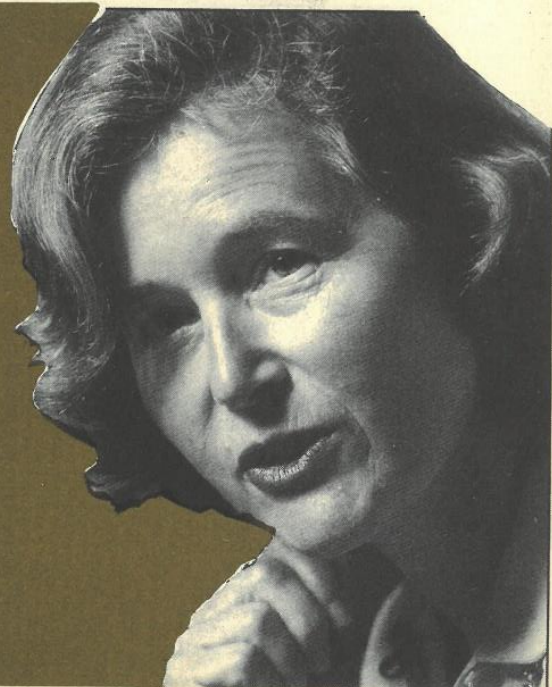
CAISSES DE PENSION :

L'ESCROQUERIE EST PARFAITE



Election au Conseil fédéral :

La carotte pour les femmes, le bâton pour les Tamouls



Dernière minute... Dernière minu

MADAME LA CONSEILLÈRE FÉDÉRALE

Ceux qui ont cloué Lilian Uchtenhagen au tapis, parce qu'elle est femme socialiste, ont donc porté Madame Kopp au Conseil fédéral parce qu'elle est bourgeoise — et sert leur image "féministe".

Victoire de l'égalité? Au pays des horloges, le minimum d'équité sociale retarde toujours de quelques décennies. Et pour s'imposer, la première conseillère fédérale devait sortir du lot. Le même Parlement n'est pas si regardant pour élire des hommes incompetents et bornés. Le féminisme bourgeois ne reconnaît la femme que lorsqu'elle est un pair hors pair.

Madame Kopp les paie en retour. Fille de M. Ikhe, ancien membre du Directoire de la Banque Nationale, héritière par sa mère de la dynastie du textile Heberlein (elle préside le conseil d'administration du holding), épouse d'un avocat aux quarante conseils d'administration (dont Esso-Suisse), millionnaire et qui a déclaré un revenu annuel de 900 000 francs, Madame Kopp n'était pas pour rien présidente de la commune de Zumikon: c'est un paradis fiscal du canton de Zurich.

Au Conseil national, elle a voté contre les 42 heures aux fonctionnaires, pour réduire l'aide à la formation professionnelle (égalité des chances!), contre l'impôt sur les avoirs fiduciaires des banques. Ancienne chef de groupe au Service complémentaire féminin, elle a milité dans le comité contre le service civil et dans celui contre l'initiative "Etre solidaire". Elle ne va pas contredire la scandaleuse décision de Friedrich envers les Tamouls...

Sa première réaction, à peine élue, en dit assez: "C'est un signal pour un plus grand engagement (des femmes, réd.) dans la Cité, notamment dans la défense générale." (24 Heures, du 3 octobre 1984, c'est nous qui soulignons.) L'armée d'abord, pas l'assurance maternité. Elle est contre!

Voilà à qui les élu(e)s du PS, du PdT-POCH-PSA ont accordé leurs voix: "l'égalité des droits" couvre les inégalités sociales! Tout le monde salue "notre reine Elisabeth". Elle est en fait la première dame d'un gouvernement modelé à l'exemple de Madame Thatcher.

M.T.

GRAND CONSEIL FRIBOURGEOIS ET LOCATAIRES

La majorité bourgeoise du Grand Conseil fribourgeois a clairement montré qu'elle se moque des problèmes des locataires. En refusant la motion Perroud concernant la procédure de litige découlant des baux à loyers, cette majorité s'est clairement mise du côté des propriétaires.

Le Parti socialiste ouvrier (PSO) s'associe aux efforts de la gauche et des associations de locataires visant à améliorer la situation des locataires. En particulier, il salue l'idée de lancer une initiative cantonale sur cette question et est prêt à apporter sa contribution à sa réalisation.

PSO - Fribourg,
le 21 septembre 1984

Nord Vaudois :

RISQUES DE POLLUTION PAR L'AMIANTE, questions au Conseil d'Etat?

Le Parti socialiste ouvrier (PSO) vaudois, après avoir mené une enquête approfondie sur les risques de pollution par l'amiante dans le Nord Vaudois, plus précisément à Giez sur la commune de Grandson — où était située une importante fabrique, Lignat, de traitement de l'amiante-ciment et où se trouve encore une décharge sauvage de 5000 m³ de déchets de coupe d'amiante-ciment — pose les questions suivantes au Conseil d'Etat:

* Contamination des eaux de l'Arnon par l'amiante: nous demandons que des analyses soient faites par l'Inspectorat des lacs et des cours d'eau.

* Contamination de l'air par la décharge sauvage de déchets d'amiante-ciment: nous demandons au Conseil d'Etat de mandater immédiatement une commission de scientifiques pour mesurer les risques actuels et envisager le déplacement de ces matériaux en décharge contrôlée.

* L'enlèvement des plaques, des installations et des poussières d'amiante dans l'ancienne usine Lignat exige des mesures de prévention.

* Le risque le plus grave, du point de vue de la santé, concerne la centaine de personnes qui ont travaillé à la Lignat ou l'ont fréquentée indirectement: est-ce que la CNA a pris en charge l'information et la surveillance médicale de ces personnes? Le Conseil d'Etat doit sinon

prendre toutes mesures utiles pour recenser les personnes concernées, assurer qu'elles soient suivies médicalement, afin de faciliter un éventuel traitement préventif. (...)

Constitution d'un comité unitaire contre la visite en Suisse de Le Pen

Un article du *Matin* publié le 19 juin annonçait pour septembre-octobre une tournée en Suisse du chef du Front national, Jean-Marie Le Pen. Au lendemain des élections européennes ce dernier affirmait en effet qu'il projetait de prendre la parole à Genève, Lausanne et Zurich.

Les organisations soussignées informées de l'éventualité d'une telle visite ont décidé de constituer un comité unitaire. Au cas où la visite de Le Pen se concrétiserait, ce comité mènera une campagne pour alerter l'opinion publique de la menace que représente le développement des thèses racistes et antidémocratiques défendues par le chef de file de l'extrême-droite française. A cette occasion, la campagne menée par le comité visera à démasquer la politique des organisations qui cherchent à élargir leur audience en invitant Le Pen au moment où la politique fédérale en matière d'immigration se durcit. Par la mobilisation la plus large des forces ouvrières, démocratiques et humanitaires, le comité tient à s'opposer au discours raciste et xénophobe tenu par Le Pen ainsi qu'à lutter contre le renforcement en Suisse des organisations qui se réclament de la même idéologie.

Parti du Travail — section de Genève
Parti socialiste ouvrier
Parti socialiste genevois
Centre de contact suisses-immigrés
Association contre le racisme et la xénophobie
Pour le communisme
Jeunesses socialistes révolutionnaires
Syndicat des services publics — section de Genève
Jeunesse socialiste
Pour la libération de la Turquie et du Kurdistan du Nord



SYMPOSIUM POUR LA PAIX

samedi 27 et dimanche 28
octobre 1984
à GENÈVE (Uni II)

Thèmes généraux du symposium:

- * Défense nationale et démilitarisation
- * Le mouvement de paix entre les blocs
- * Le mouvement de paix face au tiers monde
- * Paix et écologie
- * Empêcher un conflit nucléaire. Désarmement à l'Est et à l'Ouest. Eléments communs de la lutte pour la survie.

MANIFESTATION de solidarité avec l'Amérique centrale samedi 3 novembre à BERNE

14h: rassemblement sur la Place Fédérale
14h30: marche en direction de l'ambassade américaine
16h: grand meeting sur la Place Fédérale avec des représentants du FDR-FMLN et du mouvement de solidarité des Etats-Unis
17h: discussion, films, musique, théâtre au centre de Berne.

Expulsion des Tamouls :

LE PSO CONDAMNE

Le PSO s'élève contre la décision inhumaine prise le 1er octobre par le Conseil fédéral de renvoyer — le cas échéant — des réfugiés tamouls au Sri Lanka.

Cette décision rappelle le plus sombre des chapitres de la politique helvétique durant la période nazie, qui a vu la Suisse livrer à la mort certaine des milliers de réfugiés juifs. Malgré les nombreuses mises en garde des organismes d'entraide sur les sévices infligés aux Tamouls au Sri Lanka, le Conseil fédéral a embouché les trompettes de l'Action Nationale en déclarant l'inexistence de dangers pour cette minorité opprimée.

Le PSO exige la suspension immédiate de cette décision jusqu'à l'établissement d'un rapport circonstancié et public par les organismes d'entraide.

Canton de Vaud :

UN BON DÉBUT !

La récolte de signatures pour l'initiative cantonale "pour le droit au recyclage, pour mieux défendre nos emplois", lancée par le PSO et soutenue par des personnalités venant de l'ensemble de la gauche vaudoise, a bien commencé. Durant le week-end des votations fédérales des 21-23 septembre derniers, ce sont près de 7000 signatures qui ont été récoltées, soit plus de la moitié des signatures nécessaires.

Toutes les personnes qui ont récolté des signatures pour cette initiative confirment le bon écho qu'elle rencontre, en particulier pour ses propositions de recyclage à l'intention des chômeurs, des travailleurs victimes de l'évolution technique ou des femmes voulant rentrer dans la vie active après une interruption.

La récolte va donc se poursuivre dans les semaines qui suivent dans le but de faire aboutir cette initiative le plus rapidement possible.

Des feuilles d'initiative peuvent être commandées en téléphonant au secrétariat du PSO vaudois: 021 / 23 05 91, ou en nous écrivant à PSO, 3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne.



SOUSCRIPTION "INPRECOR" EN ESPAGNOL

Dans le cadre du nouvel essor des luttes en Amérique latine, les révolutionnaires de ces pays intensifient leur effort de propagande dans le mouvement ouvrier. Ils traduisent et publient en espagnol un supplément mensuel à *Inprecor* pour le Cône Sud. Ils en ont déjà publié deux numéros et ont besoin d'un soutien matériel pour en poursuivre la publication.

C'est pourquoi le PSO (section suisse de la IV^e Internationale) ouvre une souscription de 2000 francs pour aider à la publication d'*Inprecor* en espagnol.

Versez vos dons jusqu'à fin octobre au CCP 80 - 44457 SAP/PSO, Zurich, mention "Inprecor espagnol".

SOMMAIRE

EDITORIAL

Le crime des pollueurs 1

POLITIQUE

Caisses de pension: l'escroquerie est parfaite 3

Caisses de pension: "l'affaire du siècle"! 3

Initiatives sur les transports: arrêt de la construction routière! 8

Neuchâtel: une montagne d'argent sous la Vue-des-Alpes 8

SOCIAL

Union-PTT: la volonté de se battre 4

Initiative maternité: femme enceinte = femme malade 4

Grève du KIO à Berne: la lutte continue 5

FTMH: "les emplois féminins sont les plus menacés" 5

DOSSIER

SALVADOR: la révolution en marche 6-7

Bilan de trois mois de présidence Duarte 6-7

Un document du FMLN: quelles perspectives révolutionnaires 7

INTERNATIONAL

FRANCE: les renégats 9

ARGENTINE: l'UBS dans les "bons papiers" de la dictature 9

AFGHANISTAN: une guerre qui s'enlise 10

FÊTE

de la brèche à Genève 11

L'ÉVÈNEMENT

Théologie de la libération: "le virus révolutionnaire de l'évangile", entretien avec Antoine Gisler 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.-

une année, env. fermée . . . 55.-

une année, étranger (Europe) . 80.-

abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Caisses de pension :

L'histoire de la "mise sur pied" des caisses de pension obligatoires qui traîne depuis dix ans est, à elle seule, une anthologie du cynisme bourgeois : ni les promesses faites en 1972, ni l'article constitutionnel adopté à cette date n'ont été respectés. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer dans *La Brèche* comment la génération d'entrée et les petits salariés ont été sacrifiés et comment on a renoncé à assurer les rentes promises.

L'étude de Rudolf Rechsteiner (voir notre article ci-contre) met à nu d'autres pièges insidieux que seuls des professionnels peuvent repérer. Le libre passage d'une caisse à l'autre, promis en 1972, est pure tromperie. Pendant des décennies, la plupart des assurés ne touchent plus, lorsqu'ils changent d'emploi, les "parts patronales" et les intérêts, comme l'accorde aujourd'hui le Code des obligations. C'est d'autant plus scandaleux que les travailleurs, qui changent en moyenne quatre à cinq fois d'emploi dans leur vie professionnelle, ne le font pas volontairement aujourd'hui, mais sous la contrainte des licenciements. De plus : le salarié licencié peut certes emporter une (trop petite) part de ses avoirs mais perd du coup, dans les 30 jours, l'assurance invalidité et de décès !

L'escroquerie est parfaite

Pendant ce temps, la bourgeoisie a su utiliser la Loi sur la prévoyance professionnelle pour faire reconnaître les avoirs des caisses comme "fonds de bienfaisance", exonérés d'impôts — ce qui permet aux patrons de coquettes défalcatrices fiscales couvertes par la loi. L'escroquerie est parfaite !

L'Office fédéral des assurances sociales a calculé que 40 ans de cotisations à une caisse de pension rapporteraient en moyenne pendant 13,8 ans une rente de 214 fr. par 100 fr. de cotisation versés. Ce rapport est indépendant de l'état civil et du montant du salaire. On compte, pour l'AVS/AI, cinq ans de plus et, toujours pour 100 fr. de cotisation, des rentes individuelles de 450 fr. pour un revenu de 30 000 fr., de 360 fr. pour 50 000 fr., de 250 fr. pour 70 000 fr. Pour les couples, ces montants passent respectivement à 675 fr., 540 fr. et 375 fr. On peut donc estimer en gros que, pour des rentes analogues, les caisses de pension exigent en moyenne deux fois plus de cotisations que l'AVS/AI. Certes, les contributions publiques couvrent un quart des dépenses de l'AVS/AI (20 o/o de l'AVS, 50 o/o de l'AI). Mais cela n'explique pas tout lorsque la différence de coût est aussi énorme. Celle-ci tient surtout au fait que l'AVS/AI répartit aussitôt les cotisations versées en rentes, tandis que les caisses de pension capitalisent d'immenses fortunes dont l'assuré ne touche finalement qu'une infime partie.

En 1982, les caisses de pension (sans les assurances de groupe) ont enregistré 9,5 milliards de cotisations et 4,8 milliards d'intérêts. Sur ces 14,3 milliards de recettes, seuls 4,1 milliards ont été versés en prestations. Plus de dix milliards ont donc été thésaurisés, que l'économie n'utilise pas, qui sont rongés par l'inflation, font monter les loyers et le prix des terrains et rapportent de coquets bénéfices aux banques. Dès 1985, le rapport entre les prestations versées et la fortune stockée sera encore plus grand, alors qu'il y aurait plus de dix milliards par an à répartir. De quoi financer des caisses de pension plus sociales tout en baissant massivement leurs cotisations. Et cette part de cotisations retirée des caisses de pension suffirait à couvrir tant les besoins sociaux de l'AVS/AI qu'un financement social de l'assurance maladie.

Jost Steiger

«L'AFFAIRE DU SIÈCLE!»



Le 27 août, ces squatters zurichois manifestaient devant l'entreprise fribourgeoise Cardinal dont l'argent accumulé par la caisse de pension est utilisé notamment dans la spéculation foncière zurichoise.

Dans trois mois, le 1er janvier 1985, les caisses de pension obligatoires — le célèbre "deuxième pilier" — entreront en vigueur. Avec dix ans de retard sur la date promise ! La Loi sur la prévoyance professionnelle (LPP) qui les institue est si compliquée que, même au Parlement, seuls quelques spécialistes des milieux intéressés en ont saisi toutes les finesses. On ne peut donc que saluer la publication de *Une affaire de 200 milliards* par Rudolf Rechsteiner (en allemand malheureusement) ¹, qui tente de pénétrer cette jungle et d'y trouver les moyens, pour les assurés, de s'y défendre.

Ce livre n'est pas neutre. Il prend parti pour les salariés et montre comment le cadre relativement souple de la LPP et les possibilités d'assurance volontaire complémentaires permettraient aux conseils de fondation de corriger sensiblement les effets antisociaux de cette loi. Le livre fourmille de tels "conseils tactiques", sans conteste utiles.

Mais quand Rechsteiner, dans sa conclusion, propose aux salariés une "stratégie pour avancer" qui vise à "démocratiser" le capitalisme grâce aux caisses de pension, il tombe dans l'utopie. Une utopie qui est surtout une fausse issue : les travailleurs ne pourront éviter de lutter pour remodeler tout le "deuxième pilier".

Des promoteurs de choc

Les caisses de pension affichent aujourd'hui l'énorme fortune de 100 milliards de francs. Elle aura doublé en l'an 2000 ! Les trois quarts de cette fortune sont placés en titres à intérêts fixes, le plus souvent en obligations. Sur le reste, 19 o/o sont placés dans l'immobilier et 4,3 o/o en actions. En ce qui concerne les titres, "placement absolument sûr" comme on dit, une chose est certaine : ils ont subi, depuis 1970, d'énormes pertes dues à l'inflation...

Quant aux valeurs immobilières, elles permettraient théoriquement aux caisses de pension d'accroître l'offre de logements et de juguler ainsi la hausse des loyers. Mais Rechsteiner donne de nombreux exemples, souvent édifiants de grossièreté, de pratiques inverses. Fortes de leur capital, les caisses achètent le peu de sol disponible dans le centre des villes, font monter les prix du terrain et les loyers, jettent à la rue les anciens locataires et couvrent toute cette politique d'un argument fallacieux : elles devaient placer "l'argent des travailleurs" de manière rentable. On connaît la contradiction où sont

enfermés les représentants des salariés dans les conseils de fondation de ces caisses : ou louer des logements à bas prix — pour le personnel de l'entreprise par exemple — ou "tirer" le meilleur rendement pour les futurs retraités.

La "démocratie du deuxième pilier" ?

Rechsteiner voit une issue à ce dilemme : placer davantage en actions, qui ont jusqu'ici mieux résisté à l'inflation que les obligations. Une part plus petite de couverture des risques serait même possible. Il développe, à partir de là, sa "stratégie pour avancer" : par le biais des actions dont elles auraient la propriété, les caisses permettraient aux salariés de gagner une influence systématique dans les assemblées d'actionnaires et les conseils d'administration. Ce pouvoir économique conduirait à remodeler l'économie dans le sens d'une "démocratie des caisses de pension".

L'ordonnance d'application de la LPP permet certes de placer jusqu'à 30 o/o de la fortune des caisses en actions. Elles pourraient ainsi "acheter" une bonne partie des sociétés par action de Suisse. Mais on peut douter que ces actions aient un meilleur rendement que les obligations. En effet, si les caisses pénètrent davantage sur le marché des actions, le cours de celles-ci va massivement monter et les dividendes baisseront d'autant.

Il est par ailleurs utopique de croire que la propriété d'actions permet aux salariés de gagner un pouvoir. La LPP rend certes obligatoire la gestion paritaire des caisses. Mais la parité n'a jamais donné droit qu'au veto et ne peut forcer les patrons à faire ce qu'ils ne veulent pas.

Admettons encore que les caisses achètent une grande partie du capital-action, comme c'est le cas aux Etats-Unis où 30 o/o des sociétés par action devraient donc être entre leurs mains. Sous la pression

des crises capitalistes, le même dilemme rencontré face aux locataires réapparaîtrait : les représentants des travailleurs devraient accepter licenciements et restructurations pour... sauver et rentabiliser les intérêts des assurés !

Etendre le principe de répartition

Pour Rechsteiner, la lutte pour des pensions populaires du type AVS comme alternative au "deuxième pilier" serait une "stratégie à reculons", sans perspectives. Il est vrai que le poids pris par ces caisses rend leur intégration dans un système unifié de sécurité sociale difficile et se heurterait à de nombreuses résistances.

Mais il y a une autre issue. L'initiative socialiste de 1970 pour des pensions populaires (retirée au profit du "deuxième pilier"...) prévoyait une assurance complémentaire aux caisses de pension selon le principe de répartition. Et dans son projet de la LPP, le Conseil fédéral prévoyait un système de compensation national des caisses de pension qui leur aurait permis, par un système de répartition, d'adapter les rentes à l'inflation, ce qui aurait sensiblement abaissé les cotisations. A notre avis, le mouvement ouvrier devrait reprendre ici la bataille pour étendre, plus largement encore, le système de répartition dans le "deuxième pilier". Cela permettrait une baisse massive des coûts de la sécurité sociale dont la bourgeoisie brandit toujours le spectre pour bloquer toute amélioration sociale et même l'adaptation des salaires au coût de la vie.

Une telle transformation du "deuxième pilier" se heurterait certes à une résistance acharnée des banques et des assurances privées qui ont fait des caisses de pension leur "affaire du siècle". Mais les déceptions sont telles avec l'introduction de la LPP que de larges secteurs, même d'employés, pourraient être gagnés à cette idée — que bien des petits patrons applaudiraient d'ailleurs. Il est temps en tout cas que le mouvement ouvrier ouvre la discussion sur les moyens de corriger l'édifice antisocial du "deuxième pilier".

Jost Steiger

1. Rudolf Rechsteiner et Daniela Gloor, *Das 200 - Milliarden - Geschäft*, Unionsverlag, Zurich, 1984, 228 pages.

Appel de l'Union-PTT
de Mendrisiotto :

LA VOLONTÉ DE SE BATTRE



27 novembre 1982, manifestation des travailleurs de la fonction publique à Berne.

Le Conseil des Etats a accepté le 18 septembre dernier d'instaurer, dès le 1er juin 1986, la semaine de 42 heures à la Confédération et dans ses régies. Mais l'augmentation des effectifs annuels moyens devra passer sous "les fourches caudines" de l'article 2 de la "Loi fédérale concernant les mesures propres à améliorer l'état des finances fédérales". En d'autres termes, le personnel fédéral n'augmentera que dans la mesure où la rationalisation et les mutations à l'intérieur de l'administration seront insuffisantes pour combler les vides.

On se souvient que le Parlement avait rejeté un premier projet en décembre 1982 qui, pour la même réduction d'horaire, demandait un supplément de 4110 postes. Aujourd'hui le Conseil fédéral estime à 1880 le nombre de places de travail à créer. On mesure par là ce que la rationalisation et les mutations signifient : augmentation du stress et de l'intensité du travail pour le personnel fédéral.

Le Conseil des Etats n'a, en outre, rien voulu entendre au sujet de la compensation semestrielle du renchérissement. Par 21 voix contre 19, il l'a refusée, maintenant le principe de la compensation à une fois l'an, en début d'année. Au mois de juin, le Conseil national avait accepté de justesse la compensation semestrielle. Il est probable qu'il se ralliera à la solution restrictive des Etats. A nouveau, la majorité bour-

geoise du Parlement montre sur le dos de qui elle entend faire des économies.

La mobilisation est possible

Pour empêcher ces attaques orchestrées par les tenants du "moins d'Etat", la mobilisation du personnel fédéral reste la méthode la plus efficace. Et les directions syndicales ne peuvent plus se cacher derrière l'argument selon lequel la base n'est pas prête à bouger. En effet, un appel de la section de Mendrisiotto (Tessin) de l'Union-PTT est en train de circuler dans le syndicat. Cet appel propose l'organisation par l'Union fédérative d'une manifestation nationale. Jusqu'à aujourd'hui, une trentaine de sections — entre autres celles de Lausanne, Bienne, Zurich, Neuchâtel, Olten — y ont répondu positivement. Ce texte, qui

s'intitule "Appel des sections de l'Union-PTT et de la Société suisse des fonctionnaires postaux (SSFP) à l'Union fédérative du personnel de la Confédération", représente un premier pas vers une riposte effective des travailleurs. En voici la traduction française.

Appel à l'Union fédérative

"Nous connaissons tous les difficultés que les fonctionnaires de la Confédération rencontrent dans leur profession : blocage du personnel, rationalisation, pressions à la privatisation, atteintes à la compensation du renchérissement, refus d'autoriser une vraie révision de la classification des fonctions, renvoi continu de la réduction de la durée hebdomadaire du travail, baisse des indemnités de résidence.

"Sur le plan professionnel, nous avons une responsabilité non seulement envers nous-mêmes et nos familles, mais également à l'égard des autres salariés. En fait, toutes ces attaques et l'absence d'améliorations des conditions de travail à l'intérieur de la Confédération se répercutent sur tout le secteur public ainsi que sur les travailleurs de l'économie privée.

"Il est donc urgent de riposter avec une autre politique syndicale afin d'empêcher ceux qui, sous prétexte de difficultés conjoncturelles, tentent d'introduire des mesures antisociales.

"Aussi nous vous invitons à demander au Comité central de votre fédération qu'il entreprenne des démarches auprès de l'Union fédérative en vue de l'organisation d'une manifestation nationale ou de manifestations décentralisées dans les 15 jours qui suivront une éventuelle décision de supprimer le système actuel de compensation semestrielle du renchérissement.

"Nous vous demandons également de faire en sorte que le Comité central de votre fédération et les Unions-PTT dont vous faites partie proposent et soutiennent, lors de l'assemblée des délégués de l'Union fédérative de novembre prochain, une proposition par laquelle "le travail effectué selon l'interprétation littérale des prescriptions de service" n'est pas "en contradiction avec la Loi sur l'organisation des fonctionnaires" et peut ainsi devenir un moyen pour défendre nos intérêts. (...)"

"Chiasso, 25 juillet 1984"

Girardet

*** CAPITALISME ET CRISE ***

Décharge "résidentielle"

Un ouvrier, manœuvrant une excavatrice sur un chantier, a découvert, par hasard, une gigantesque décharge de produits toxiques. Détail piquant : près d'un millier de personnes habitaient là-dessus sans le savoir. En effet, le quartier de Brakel, dans la petite banlieue résidentielle de Bielefeld (bassin industriel de la Ruhr en RFA), a été construit à cet endroit, officiellement classé terrain à bâtir en 1974. Cette décharge "résidentielle" contient des quantités importantes de méthane, de combinés à base de chlore, de métaux lourds, et de biphényle polychlore (PCB), un produit similaire à la dioxine de Seveso. Selon les experts, ces matières dangereuses ont été enterrées dans les années soixante à soixante-dix. Les habitants seront soumis à des tests médicaux. Entre temps, des mesures d'urgence ont été préconisées : installation de systèmes d'alarme dans les caves des maisons

pour prévenir les habitants en cas de concentration de gaz trop élevée, analyses régulières de la nappe phréatique, etc.

Ce scandale n'est pas le premier en RFA. La télévision avait révélé, en mars dernier, l'existence de traces de dioxine dans le lait maternel de femmes vivant à proximité de la plus grande décharge de déchets industriels d'Europe à Georgsweder près de Hambourg.

Quand on vous disait que le capitalisme n'est même pas capable de gérer les déchets qu'il produit...!

★

La plus vieille démocratie

Quel est ce pays qui menace de supprimer 20 000 emplois dans le charbonnage, de détruire des communautés minières entières, de briser le syndicat des mineurs ? Ce pays dans lequel la lutte des mineurs pour sauver leur emploi s'est soldée pour

l'instant par : la mort de cinq d'entre eux à cause de leur engagement dans la grève ; deux se trouvent à l'hôpital entre la vie et la mort ; 5000 interpellations policières. Ce pays où les régions minières sont presque devenues des Etats policiers, du fait de la mobilisation de 20 000 flics, du blocage des routes et de l'occupation permanente par la police des zones minières clés. Ce pays où les biens du syndicat des régions concernées ont été saisis par ordre des tribunaux, où le gouvernement refuse de payer les allocations sociales aux grévistes. Ce pays qui se targue d'une vieille tradition démocratique. Vous avez deviné : c'est pas de la Pologne qu'il s'agit ici mais bien de la vénérable Angleterre de Maggie Thatcher.

★

Les banques suisses s'aident elles-mêmes

Les investissements dans les pays en voie de développement sont censés

contribuer au développement des pays du tiers monde. C'est ce que nous rappellent à longueur d'année toutes les banques helvétiques ayant des intérêts là-bas. Bref, c'est quasiment de la charité. Or, ce n'est pas vrai. C'est tellement pas vrai que, en fait, c'est exactement le contraire qui se passe. Qu'on en juge ! L'Action place financière Suisse — tiers monde a révélé que durant les deux dernières années "les sommes d'argent provenant du tiers monde déposées dans les banques suisses ont dépassé de 10 milliards de francs les montants qu'elles ont elles-mêmes investis dans ces pays" (AP, 1er octobre 1984). En d'autres termes, les populations des pays du tiers monde sont saignées aux quatre veines pour que des milliards de francs puissent prendre tranquillement le chemin des banques suisses. Les spécialistes appellent ça "la fuite des capitaux", fuite facilitée en Suisse par les comptes à numéro et par le secret bancaire.

Burke

Initiative maternité :

FEMME ENCEINTE
=
FEMME MALADE !

La protection des travailleuses enceintes dans un pays riche comme la Suisse n'est souvent même pas comparable à celle dont bénéficient les autres travailleuses en Europe. La législation suisse n'accorde pas les conditions minimales pour le choix de la femme qui désire (ou qui doit) continuer de travailler et qui décide de mettre au monde un enfant. Pour cette raison, la Convention 103 de l'OIT (Organisation internationale du travail) n'a jamais pu être signée car les recommandations, pourtant minimales, sont loin d'être atteintes.

Le congé-maternité n'existe pas, même formellement, dans notre législation. Seules sont prévues l'interdiction d'occuper une femme pendant les six semaines après l'accouchement et la couverture salariale de l'arrêt de travail comme en cas de maladie ! Que faire quand la grossesse pose des problèmes imprévisibles, quand l'enfant naît prématurément... ?



Sylvie travaille debout à une machine et soulève des paquets toute la journée. Malgré sa demande, on lui a refusé un changement de poste. Vu son état de fatigue, le médecin lui ordonne une semaine de repos au début du huitième mois de grossesse. Mais la grossesse est interrompue prématurément et le bébé naît avec six semaines d'avance. Il devra rester trois semaines à l'hôpital pour contrôle.

Dans son secteur professionnel, Sylvie a droit à dix semaines de congé-maternité. Le décompte se fait donc ainsi :

— une semaine pour "maladie";

— trois semaines pour l'accouchement et les soins au bébé passés à l'hôpital;

— Il ne lui reste que six semaines avec son enfant à la maison.

L'enfant prématuré exige des soins particuliers. Sylvie doit en plus se remettre d'un bouleversement trop brusque. Que faire ? La crèche ? Impossible. Un prolongement du congé, ou une reprise à temps partiel ? On les lui refuse. Il ne lui reste légalement aucun recours. Elle est acculée à donner sa dédite !

Ainsi, indépendamment même du problème de santé soulevé par les conditions de travail qui ont pu constituer un des facteurs de la naissance prématurée, il n'existe aucune flexibilité du congé-maternité et aucune solution garantissant un revenu pendant ce congé forcé. L'assimilation de la maternité à la maladie et la couverture par la LAMA (Loi sur l'assurance maladie et accidents) d'un temps trop limité pénalisent les femmes.

N'oublions pas non plus le temps et la qualité de bonheur volés par cette situation : une grossesse brusquement interrompue et l'incertitude quant au développement futur de l'enfant né trop petit et trop faible. La qualité de la vie se mesure dès ce moment-là.

OUI le 2 décembre à l'initiative maternité.

Grève du KIO à Berne :

LA LUTTE CONTINUE!

Le 24 septembre, les chauffeurs et le personnel de service de l'Organisation des malades et invalides (KIO) de Berne entamaient leur cinquième semaine de grève (voir *La Brèche* No 326 du 22 septembre 1984). Le retrait du licenciement de leurs six collègues et la mise sur pied d'un service de transport pour les handicapés restent leurs principales revendications.

Au cours des dernières semaines, la mobilisation des grévistes et le mouvement de solidarité se sont intensifiés.

La solidarité s'élargit

Un service de transport gratuit pour les handicapés a été organisé. En signe de soutien, les frais sont assumés par le Syndicat des services publics (SSP/VPOD). Quinze groupes de travail des services sociaux bernois ont signé et envoyé au Conseil d'Etat un appel de solidarité avec les grévistes. Au Grand Conseil, trente-six députés de différents partis ont pris une semblable initiative. Ils somment le gouvernement — le canton finance en grande partie le KIO — de forcer la direction à abandonner son attitude contraire aux intérêts des handicapés et des employés. Cent soixante personnes ont signé un encart de soutien aux grévistes publié dans les journaux locaux. Une deuxième manifestation et une fête de solidarité réunissant plus de deux cents personnes furent encore organisées. Enfin, une pétition a recueilli environ 1800 signatures.

Tous ces exemples montrent que la solidarité va croissant.

Le KIO campe sur ses positions

Mais tout ceci n'a pas suffi pour faire plier la direction du KIO. Il lui a fallu quatre semaines entières avant de se réunir pour prendre des décisions. Or celles-ci ressemblent beaucoup à celles que prennent les managers des grands trusts : pas de discussion avec les grévistes. Du reste, pour la direction, le cas est d'ores et déjà réglé. Comme l'ont fait comprendre des représentants du KIO lors d'une séance à laquelle étaient présents l'inspecteur des services sociaux et le SSP/VPOD, on est encore loin d'un terrain d'entente. En effet, pour le KIO, il n'est pas question de réengager les grévistes, leurs postes de travail sont quasi tous déjà repourvus. Quant au sort des grévistes officiellement non licenciés, la direction s'en désintéresse complètement car ils n'étaient pas au bénéfice d'un contrat de travail écrit. On ne saurait être plus clair...

Et les politiciens ?

Après une intervention des POCH, le législatif de la ville s'est également occupé du "problème" KIO. A cette occasion, Andreas Wyss, représentant du "Jungen Bern" — un groupe politique qui se veut dynamique et progressiste — et membre de la direction du KIO s'est distingué par ses injures à l'encontre des grévistes, les traitant de fainéants "tout juste bons pour promener les handicapés" (*Der Bund*, 21 septembre 1984). Le canton, mis à part le fait qu'il s'est proposé comme médiateur, n'a pour l'instant rien entrepris afin de fléchir les positions intransigeantes du KIO. Ainsi les deniers publics servant à son financement sont laissés sans contrôle, concernant les conditions de travail et la qualité des services, entre les mains d'une petite clique.

Ceci est d'autant plus étrange lorsque l'on sait que le département responsable ainsi que l'inspectat des services sociaux sont dirigés par des socialistes. A quoi servent les belles paroles de solidarité exprimées lors du congrès cantonal du Parti socialiste, si ses représentants au gouvernement et à l'exécutif de la ville n'en tiennent absolument pas compte et maintiennent leur loyale collaboration contre les grévistes. Et dire que ces "héros" de la classe ouvrière se présentent à chaque élection en tant que candidats des syndicats !



Deux cents personnes défilent dans les rues de Berne en signe de solidarité avec les grévistes du KIO.

Quelles négociations ?

L'organisation des négociations entre le KIO et le SSP/VPOD est certainement l'unique contribution du canton à l'heure actuelle. Mais il doit prendre position clairement. Qu'il exerce des pressions sur la direction du KIO afin que celle-ci réengage les licenciés et les grévistes. Ou alors qu'il leur propose des places de travail équivalentes. Dans

tous les cas, les négociations ne doivent pas tourner en une simple discussion générale sur le service des transports des handicapés sans que la question des licenciements soit résolue. Dans ce sens, la grève doit continuer et la solidarité s'approfondir. A ce sujet, le Parti socialiste pourrait enfin prendre ses responsabilités.

correspondant

La FTMH prépare son congrès :

«Les emplois féminins sont les plus menacés!»

La FTMH (Fédération des travailleurs de l'horlogerie et de la métallurgie) ne peut ignorer les femmes : elles représentent en effet un important contingent des salarié(e)s de l'industrie des machines et de la métallurgie. La plupart d'entre elles sont sans qualification. Les femmes qui suivent un apprentissage de quatre ans dans ce secteur font figure d'exceptions exotiques. De nombreuses femmes travaillent au montage.

Selon le journal en langue allemande de la FTMH (*SMUV-Zeitung* du 4 avril 1984), ce sont justement les emplois du montage qui sont les plus menacés par la robotique : "On peut considérer comme une évidence le fait que là où les coûts du montage représentent entre 30 et 40 o/o de la valeur des produits, l'introduction de robots pour le

montage — même pour des petites et moyennes séries — peut devenir attractive dans les cinq prochaines années. La conséquence en est claire : il y a entre un dixième et un cinquième des emplois actuels des entreprises de montage de type classique qui sont menacés par ce nouveau progrès de l'automatisation."

Des licenciements inévitables ?

En d'autres termes : pour la FTMH, il est clair que 10 à 20 o/o des emplois féminins dans l'industrie des machines et la métallurgie vont disparaître dans le proche avenir. Dans son projet de nouveau programme, sous le point "protection contre les licenciements", on lit : "La FTMH est consciente que des licenciements pour des raisons économiques et technologiques ne sont pas toujours évitables."



Image idyllique de la rationalisation : les femmes en sont les premières victimes.

La FTMH sait qu'il y aura des licenciements en masse dans son secteur ; malgré cela elle est prête à les accepter. Face à cette attitude, les professions de foi féministes du projet de programme ne sont que de peu de poids. Les revendications avancées semblent d'autant plus dérisoires : "Après des années de haute conjoncture, notre pays connaît de nouveau le chômage. La FTMH exige des patrons et des pouvoirs publics qu'ils entreprennent tout ce qui peut réduire, voire empêcher, le chômage. Dans ce

cadre, ce sont surtout des mesures contre le chômage des jeunes et aussi en faveur des femmes travailleuses qui s'imposent ; ces dernières ne doivent pas être éjectées du procès de travail selon les variations du taux d'occupation."

L'intention est bonne, le résultat piteux

Quémander aux patrons, à ceux-là mêmes qui licencient, de prendre des mesures contre le chômage, cela frôle la naïveté ; et lorsque l'on se souvient de la compréhension de la FTMH pour les motifs économiques et technologiques des licenciements, ce n'est plus de naïveté qu'il s'agit...

En ce qui concerne la grille des salaires, la FTMH revendique la suppression de toutes les discriminations. Mais elle ne tire aucun bilan de ce qui s'est passé en matière de "salaire égal pour un travail égal". Sous les points "formation professionnelle" et "famille et travail", le projet de programme de la FTMH souligne l'importance de la formation professionnelle pour les femmes aussi et le rôle croissant du recyclage. Les mêmes revendications sont présentes dans l'initiative du PSO "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis". Pourtant, jusqu'à ce jour, la FTMH ne s'est toujours pas décidée à la soutenir...

Tanja Ferrari

Bilan de trois mois de présidence Duarte

Avec l'élection du démocrate-chrétien Duarte à la présidence du Salvador en mai dernier, nous assistons à une vaste opération politique visant à redorer l'image de marque du gouvernement salvadorien. Duarte est présenté comme l'homme capable de permettre une solution politique à la guerre civile qui, depuis 1980, a fait 50 000 morts au Salvador. Il le pourrait principalement pour trois raisons :

- en tant que démocrate, il aurait affirmé, et montré, sa volonté de lutter contre le terrorisme pratiqué par les escadrons de la mort et les forces armées. Il serait l'homme capable de rétablir une certaine moralité au sein de l'armée ;
- il serait partisan de réformes sociales, telle la réforme agraire, capables de réduire les inégalités sociales au Salvador, et ainsi de supprimer une des principales causes de la guerre civile ;
- il serait un homme de dialogue, voulant la paix et des négociations débouchant sur une solution pacifique à cette guerre vieille de quatre ans.

Cette image de marque de Duarte a été massivement diffusée par la grande presse. Outre l'appui sans limite des Etats-Unis, elle a reçu des cautions de première importance : le président de l'Internationale socialiste Willy Brandt et trois vice-présidents de cette organisation ont salué dans l'élection de Duarte "une victoire des idées démocratiques" ; des pays comme la France et le Mexique qui, en 1981, avaient reconnu le FMLN, décident de renforcer leur représentation diplomatique (France), ou d'envoyer un ambassadeur après trois années d'absence (Mexique). Bref les marques de bonne volonté à l'égard de Duarte sont très importantes et renforcent encore l'image de marque de "démocrate" que les Etats-Unis tentent de donner à Duarte.

Trois mois après l'entrée officielle en fonction de Duarte, il est possible de tirer un premier bilan de la politique réelle qu'il a appliquée. Ce bilan est indispensable, car, mieux que n'importe quel discours, il permet de montrer au grand jour le vrai Duarte.

LES ESCADRONS DE LA MORT SE PORTENT BIEN, MERCI POUR EUX !

La presse fit grand bruit autour du procès des gardes nationaux accusés de l'assassinat, en 1980, de quatre religieuses américaines. Ce procès fut présenté comme l'annonce d'une lutte sérieuse contre les escadrons de la mort. En fait, il ne s'attaque qu'aux hommes de main, laissant en paix les officiers de haut rang qui, selon toute vraisemblance, ont dû ordonner cet assassinat, notamment l'actuel ministre de la défense, le général Carlos Casanova, mis en cause dans un rapport du Département d'Etat américain (*International Herald Tribune*, 26 mai 1984). Quant aux activités des escadrons de la mort, et à la pratique des assassinats politiques par l'armée, elles se sont poursuivies depuis le mois de mai, obligeant le service d'assistance juridique de l'épiscopat de San Salvador à reprendre la publication hebdomadaire de la sinistre liste des assassinats commis, ceci après une interruption justifiée par les espoirs nés de l'élection de Duarte.

Le 16 septembre dernier, Mgr Arturo Rivera y Damas, archevêque de San Salvador, a dénoncé un massacre de paysans perpétré par l'armée le 30 août dans la province de Chalatenango. Selon les témoins, les soldats du bataillon Atlacatl, formés par les Américains, ont ouvert le feu sur 300 paysans qu'ils avaient encerclés sur les bords de la rivière Gualsinga. Trente-quatre morts ont été recensés par les services juridiques de l'Eglise, mais des familles entières ont disparu et le nombre des victimes est donc en réalité beaucoup plus élevé (*Le Monde*, 16 septembre 1984). Remarquons que le bataillon Atlacatl, qui en décembre 1981 avait déjà assassiné 500 civils à El Mozoto dans la province de Morazan, était cité depuis, ainsi que son commandant, le colonel Monterrosa, comme un exemple de troupe ayant rompu avec ses anciennes pratiques brutales, et pratiquant une guerre beaucoup plus respectueuse des droits de l'homme. Le massacre de Gualsinga vient nous rappeler ce qu'il faut penser de telles affirmations...

Par ailleurs, le fait que le commandant Ochoa, ami intime de D'Aubuisson (leader d'extrême-droite, connu pour avoir organisé l'assassinat de Mgr Romero), soit rappelé au Salvador pour reprendre la tête d'une garnison à El Paraiso après avoir été éloigné pendant 21 mois à Washington à cause de ses liens trop voyants avec les milieux d'extrême-droite, montre clairement que les partisans des escadrons de la mort sont loin d'avoir été éliminés de l'armée. Et comme ce sont des représentants ultraconservateurs qui ont été élus procureur général et président de la Cour suprême, il n'est pas à craindre que la justice soit trop sévère avec eux...



Salvador :

LA RÉVOLUTION EN MARCHÉ

L'enjeu en cours en Amérique centrale ne cesse de faire couler de l'encre et du sang. En mai dernier, le Salvador organisait des élections dites "démocratiques". Agences de presse et médias internationaux annoncèrent alors le début d'une ère de paix et de démocratie pour ce petit pays déchiré par la guerre depuis quatre ans. Or, comme nous le montrons dans le premier article de ce dossier ("Bilan de trois mois de présidence Duarte"), il n'en est rien. Massacres, répression, dollars et armement américains continuent à se déverser sur le Salvador. L'oligarchie exploiteuse de ce pays ne connaît, du reste, pas d'autre méthode pour se maintenir au pouvoir. Face à cette situation, le FMLN-FDR (Front Farabundo Martí de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire, direction unifiée de la guérilla) cherche à renforcer son action et à clarifier les perspectives politiques et militaires de la révolution. Ceci ne va évidemment pas sans débat. La deuxième pièce de ce dossier ("Quelles perspectives révolutionnaires ?") est un document du FMLN-FDR s'intégrant dans ce débat.

ADIEU LES RÉFORMES

Si Duarte doit en partie son élection à l'appui qu'il a pu recevoir d'un certain nombre de petits paysans qui croyaient en ses promesses de réforme agraire, il n'aura pas mis long à décevoir leurs espérances. Début juillet, le parlement a en effet définitivement enterré la réforme agraire, ce qui a fait dire à un dirigeant de l'UDP (Union démocratique populaire, organisation regroupant des petits paysans, qui avait appelé à voter pour Duarte) que "pour les paysans pauvres, c'est une blague cruelle".

Dans les villes, face au mouvement croissant de revendications syndicales, comme la grève de plus de 50 000 ouvriers en mars dernier, Duarte n'a également rien à proposer. Lié au patronat salvadorien qui est directement représenté dans son gouvernement, Duarte n'a évidemment pris aucune mesure pour satisfaire les revendications salariales — si importantes dans ce pays d'inflation à trois chiffres — ou pour lutter contre le chômage qui touche 40 o/o de la population active.

LA PAIX DES BOMBES

"Au Salvador, le gouvernement Duarte semble tendre à une solution militaire de la guerre civile." (*Berner Zeitung*, 12 septembre 1984). Cette déclaration faite par le ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Morales, peu suspect

pourtant de sympathie pour le FMLN, montre clairement le choix fait par Duarte.

D'une part, il a refusé toute négociation avec la guérilla "jusqu'à ce qu'il ait créé un climat politique qui le permette" (*International Herald Tribune*, 12 septembre 1984), c'est-à-dire, en réalité, jusqu'à ce que la guérilla ait été sérieusement affaiblie. D'autre part, il a franchi un nouveau pas dans la guerre en soutenant la politique de bombardements systématiques pratiqués par l'aviation salvadorienne. Ces bombardements, guidés par le système de surveillance aérienne très sophistiqué mis en place par les Etats-Unis, sont très meurtriers, surtout parmi la population civile. Selon l'Eglise catholique, citant des habitants de la province de Chalatenango (au nord du Salvador), au moins cent civils ont été tués dans cette région au cours de bombardements qui ont eu lieu entre le 23 et le 30 août dernier. Ils sont devenus du reste une pratique quotidienne : **Radio Venceremos** a annoncé qu'au mois de mai, 138 attaques aériennes ont été perpétrées par l'aviation salvadorienne. Ces bombardements font tant de victimes que l'archevêque Arturo Rivera y Damas les a dénoncés publiquement au début du mois de septembre.

Tout indique que l'armée salvadorienne veut les intensifier. En effet, elle envisage d'acheter plusieurs avions AC-47, mis au point au Vietnam, et capables de tirer 18 000 coups à la minute. C'est donc une politique de massacre systématique de la population civile qu'a choisie Duarte. Les moyens lui en sont fournis par les Etats-Unis. Pour l'année en cours, en plus des 126 millions d'aide

militaire déjà accordée, le Congrès américain a voté en août une rallonge de 70 millions de dollars (ce qui équivaut à, respectivement, 277 et 154 millions de francs suisses). Pensez donc, un "homme de paix" comme Duarte mérite un appui sans faille.

DUARTE : UNE FAÇADE DEVANT LES CRIMES DE L'ARMÉE

Le bilan de cent jours de gouvernement Duarte est on ne peut plus explicite : loin de représenter un pas en avant vers la paix au Salvador, il n'est qu'un paravent permettant une intensification de la guerre contre le FMLN, permettant un renforcement massif de l'aide et de la présence américaines. Et le but n'en est ni les négociations, ni la paix ; mais un écrasement du FMLN et du peuple salvadorien.

Duarte est encore loin d'avoir atteint son but. En prenant en juin dernier le plus important barrage du Salvador, le barrage Cerron Grande, le FMLN a mené la plus importante opération coordonnée de son histoire. Il a démontré ainsi que son potentiel militaire reste intact, malgré le saut qualitatif franchi par l'intervention américaine.

Jean-François Marquis



Duarte et ses amis politiques : les conseillers militaires...

Quelles perspectives révolutionnaires?

A la fin janvier 1984, peu avant la campagne électorale de mai, le FMLN-FDR salvadorien rendait publique une "plate-forme pour un gouvernement provisoire à large participation". Cette plate-forme proposait, entre autres, la constitution d'un gouvernement composé "de représentants du mouvement ouvrier et paysan, d'employés de l'Etat, de l'Université nationale, de l'Université d'Amérique centrale, de l'armée épurée, du FMLN et du FDR". A la suite de cette publication, des critiques s'exprimèrent (surtout de la part des partisans de Cayetano Carpio, un des chefs de la guérilla, qui s'est suicidé en avril 1983) reprochant au FMLN-FDR de trahir la précédente plate-forme, plus radicale, de 1980. Ces critiques attaquaient surtout le fait que l'actuelle plate-forme ne parle plus de la destruction de l'armée régulière et de l'établissement d'un gouvernement démocratique révolutionnaire. Ce faisant, elles oublient l'important changement de la situation depuis 1980. En effet, la plate-forme d'alors était prévue pour une prise du pouvoir immédiate basée sur un soulèvement populaire à la ville et à la campagne. Or ce projet échoua, particulièrement en ville. La répression et le manque de préparation firent que la grève générale illimitée n'eut pas lieu. Aussi la

nouvelle plate-forme, qui pour les Etats-Unis, l'oligarchie salvadorienne et Duarte demeure inacceptable, vise-t-elle d'autres buts :

- utiliser les tensions qui traversent la petite et la moyenne bourgeoisie afin de rendre difficile une intervention directe des Etats-Unis ;
- renforcer le front anti-impérialiste à l'intérieur et à l'extérieur du pays ;
- attiser les dissensions à l'intérieur de l'armée salvadorienne et faciliter de la sorte les désertions ;
- se profiler à l'égard de la population fatiguée par la guerre comme une force voulant la paix.

Cette plate-forme ne préconise pas du tout l'abandon des armes et maintient la nécessité du soutien armé aux luttes de masse.

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un document du FMLN-FDR, paru en version abrégée dans la revue *Anastasio Aquino* du PRTC (Parti révolutionnaire d'Amérique centrale), qui répond aux critiques suscitées par la "plate-forme pour un gouvernement provisoire à large participation". Cette réponse du FMLN-FDR cherche à dégager les perspectives actuelles pour la révolution en Amérique centrale et au Salvador en particulier. Les passages résumés par nos soins sont entre parenthèses.



La répression au Salvador : une réalité qui n'a pas disparu.

LA RÉVOLUTION ENTRE TACTIQUE ET STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

« Le programme révolutionnaire joue un rôle important. Mais il n'est pas le seul facteur décisif pour une stratégie révolutionnaire et pour le développement de la tactique durant le processus révolutionnaire. Il peut se modifier de la même manière que les autres éléments constitutifs de la ligne et de l'action révolutionnaires. Aux yeux de ceux qui transplantent directement les expériences révolutionnaires passées d'Europe ou qui s'inspirent de positions doctrinaires — deux points de vue incapables d'appréhender correctement les particularités de la lutte actuelle en Amérique latine — la déclaration précédente apparaît comme un rejet du marxisme-léninisme ou comme l'ex-

pression d'une position réformiste. Mais la roue de l'histoire continue et, avec elle, la lutte de libération nationale. Cette dernière contient en elle les contradictions de classe qui ne se résoudront qu'à travers un processus concret. La lutte de libération nationale souligne la nécessité, dans nos pays, que la classe ouvrière et ses alliés s'emparent d'abord du pouvoir politique afin d'engager, à partir de là, des changements dans la structure sociale. Ceci nous oblige à comprendre le programme révolutionnaire et son rôle dans une perspective qui rompt définitivement avec toute sorte d'illusions. Elles peuvent en effet nous amener à de fausses solutions comme on a pu le constater lors de la discussion sur le *Gobierno Provisional de Amplia Participación* (GPAP, gouvernement provisoire à large participation).

Ainsi plusieurs personnes croient que l'actuelle proposi-

tion pour un GPAP remplace celle de Gouvernement révolutionnaire démocratique faite par le FMLN-FDR en 1980. En comparant ces deux programmes politiques, ils commettent une erreur en "découvrant" dans le GPAP des pas en arrière alors que ce projet cherche uniquement à répondre à des préoccupations tactiques. De plus, n'oublions pas les conditions politiques différentes qui ont vu naître ces deux plates-formes. Le GPAP ne vise pas le remplacement du Gouvernement révolutionnaire démocratique. Mais c'est un projet tactique qui dépasse la simple manœuvre. Il tient compte du rapport de forces actuel sur le plan militaire et politique. Il veut créer les meilleures conditions possible pour le combat tout en considérant chaque force susceptible d'aider au développement des luttes de masse. La plate-forme du GPAP cherche également l'empêchement d'une intervention militaire directe et massive de la part des Etats-Unis. Pour nous, le problème le plus important dans la lutte révolutionnaire réside dans la question du pouvoir. En cela seulement se vérifie le caractère révolutionnaire — et non pas réformiste — d'un programme. Chaque comparaison entre l'une et l'autre plate-forme qui ne tient pas compte de la question du pouvoir tombe au niveau d'une discussion doctrinaire et, par ce fait même, rend impossible l'élaboration d'une tactique concrète capable de donner une orientation correcte à la lutte.

Le rapport entre stratégie et programme ainsi qu'entre stratégie et tactique ne peut donc pas être saisi en dehors de la question du pouvoir. Sinon, on ne peut plus comprendre la dialectique lutte de libération — lutte de classes et les contradictions qui divisent les différentes couches de la bourgeoisie de notre pays. Le FMLN-FDR a été accusé de croire en la possibilité d'une alliance avec la bourgeoisie non oligarchique en vue de la formation d'un gouvernement uniquement parce qu'il en aurait "découvert" l'existence (bien que cette partie de la bourgeoisie salvadorienne soit faible politiquement et économiquement). C'est une erreur maximaliste qui a déjà empêché bien des camarades de mettre sur pied une perspective révolutionnaire victorieuse. De plus, le FMLN-FDR n'a jamais proposé pareille alliance. Mais il ne peut pas non plus, à moins de tourner le dos à la réalité, nier l'existence de fractions opposées au sein du camp ennemi et renoncer à en tirer profit.

LE PARTI ET L'AVANT-GARDE

En ce qui concerne la définition d'une stratégie et le développement d'une tactique révolutionnaires, le problème de l'organisation et du parti révolutionnaire réclame une grande attention. La présence d'un parti unique cependant n'est pas un passage obligé vers le triomphe de la lutte de libération. Dans le cas du Salvador, ce parti se construit à travers un processus contradictoire.

(Ce processus émane du développement parallèle des différents courants d'avant-garde, du fait qu'aucun de ceux-ci ne peut prétendre au rôle de centre de gravité pour les autres, que chacun a eu une position d'avant-garde à des moments et à des conditions différents, et, qu'enfin, depuis 1979-1980, un processus d'unification est en cours.)

EN DIRECTION DU GPAP

Lorsque le FMLN-FDR a proposé la formation d'un gouvernement provisoire à large participation, quelques voix exprimèrent des doutes quant à la viabilité d'un tel projet. Chaque projet tactique est pensé à partir de la réalité et il ne se réalise qu'à travers la lutte qui oblige la classe ennemie à des concessions. C'est pourquoi le point de vue selon lequel l'administration Reagan refusera toujours un quelconque dialogue et qu'elle pourra toujours, à ce sujet, compter sur une position analogue des deux partis bourgeois (celui de Duarte et celui de D'Aubuisson) ne tient pas. Aussi, est-il du devoir des forces révolutionnaires et démocratiques de lutter inlassablement pour que ces positions bloquées évoluent ou, tout au moins, pour qu'elles perdent de plus en plus de soutien. (...)

La proposition de la formation du GPAP fut jugée comme une manœuvre tactique ou, en tout cas, naïve. Cette critique néglige les mois d'efforts et de réflexion qu'a exigés sa mise au point. Le projet de GPAP s'efforce d'apporter une perspective à la conjoncture nationale et à celle de l'Amérique centrale et ceci en lien avec le terrain décisif de lutte qui reste pour le FMLN-FDR celui de la lutte armée. Certes, ce projet n'est pas exempt de lacunes et d'imprécisions qui devront être corrigées aussi vite que possible. Toutefois, sa validité sera vérifiée par l'expérience concrète et non pas par des discussions vaines. Ceci dit, un large débat doit prévaloir.

NÉGOCIATIONS ET RAPPORT DE FORCES

Le FMLN-FDR a toujours considéré le dialogue et les négociations comme un moyen complémentaire à la lutte, comme une concession extorquée aux classes dirigeantes et à l'impérialisme, comme le résultat des pas en avant dans la lutte révolutionnaire armée. La forme de celle-ci n'est pas forcément identique à celle ayant prévalu dans d'autres expériences révolutionnaires. Ainsi nous n'avons jamais proposé une trêve inconditionnelle ou une reddition des armes. Mais que cela ne nous empêche pas d'exploiter les contradictions internes de l'adversaire. Ne ménagons donc pas nos efforts afin d'agrandir notre système d'alliance, ce qui rendra plus difficile une intervention massive et directe des troupes impérialistes. (...) »

Initiatives sur les transports :

ARRÊT DE LA CONSTRUCTION ROUTIÈRE!

Deux initiatives populaires fédérales sur les transports ont été lancées ces dernières semaines. Il s'agit, d'une part, de l'initiative proposée par les POCH (Organisations progressistes) et co-lancée par le PSO, Alternative démocratique - VD, la Fédération des partis écologistes, le PSA du Tessin et d'autres groupes locaux et intitulée "Halte au bétonnage - pour une stabilisation du réseau routier". D'autre part l'Alliance des Indépendants a également lancé son initiative "pour l'encouragement des transports publics". Lors de la conférence de presse du 19 septembre, le PSO a pris position sur ces deux initiatives.

Le PSO soutient activement l'initiative pour la stabilisation du réseau routier (voir encart). Cette initiative exprime la volonté de secteurs larges de la population d'empêcher la croissance toujours plus importante de la circulation privée. Car, comme le soulignait

La Brèche No 310 du 17 décembre 1983, qui sème les routes, récolte le trafic. Or, il ne fait pas de doute que la circulation routière est l'une des causes importantes de la pollution et de la mort des forêts.

Si la limitation de la construction routière est un côté de la mé-

daille, le développement des transports publics en est l'autre. C'est pourquoi le PSO soutient également l'initiative "pour l'encouragement des transports publics" (voir encart).

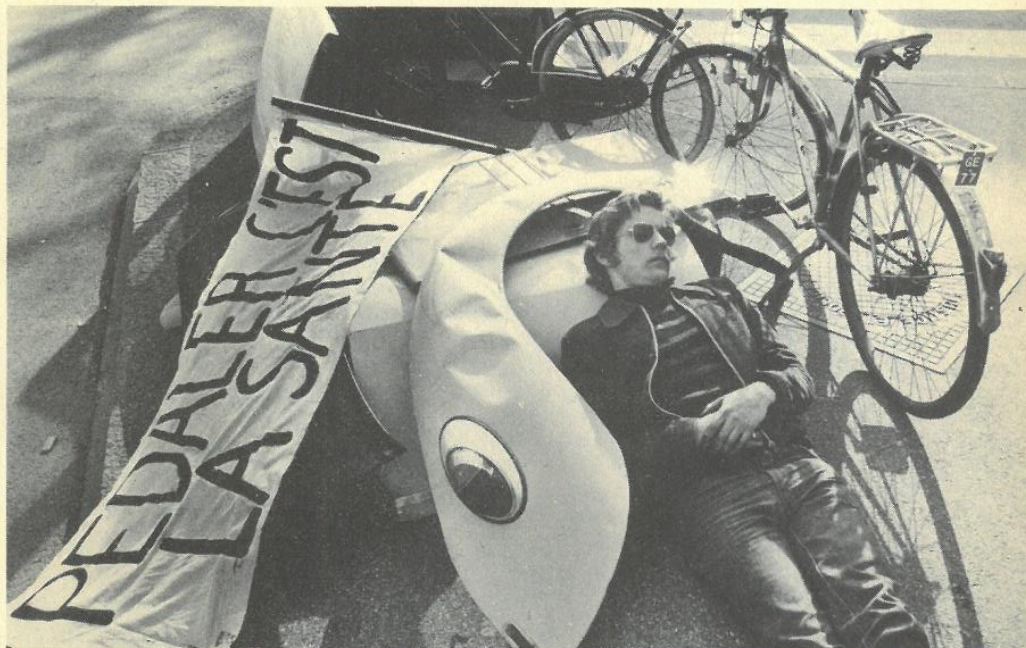
Pour une autre politique

Au-delà de ces mesures immédiates de politique des transports, le PSO estime que le système des transports existant dans la société capitaliste doit être fondamentalement remis en cause. Les transformations dans les structures de quartier des villes, le rapport entre le logement et le lieu de travail peuvent être modifiés radicalement. Cela restera impossible tant que la construction des logements et l'emplacement géographique des emplois seront laissés au libre jeu des forces du profit et du marché. Voilà pourquoi le PSO estime nécessaire la socialisation du sol. Seule une telle mesure permettrait de jeter les bases d'une politique démocratique et écologique dans le domaine des transports et du logement.

Tant que ces mesures ne seront pas réalisées, le PSO revendique l'intégration maximum du temps de transport dans la durée légale du travail.

Meylan

Les sections du PSO enverront les feuilles pour l'initiative sur les routes. Ces feuilles peuvent également être commandées par les lecteurs de La Brèche à l'adresse de notre rédaction.



Lors de la manifestation anti-auto à Genève en avril 1977.

Interfoto

"Pour l'encouragement des transports publics"

Art. 26, 2^e à 5^e al. (nouveaux)

2 La Confédération encourage les transports publics, notamment par le rail. Elle assure une desserte suffisante de l'ensemble du pays par des modes de transport public appropriés en finançant un éventail de services de base.

3 Afin de maintenir et de développer l'efficacité et l'éventail de services dans les secteurs voyageurs et marchandises, la Confédération encourage en particulier :

- a. La création d'une infrastructure efficace;
- b. L'établissement d'horaires bien étoffés et de tarifs avantageux;
- c. La desserte de régions montagneuses ou écartées y compris les raccordements et les correspondances nécessaires;
- d. L'union tarifaire dans les régions qui s'y prêtent;
- e. Les transports combinés rail-route;
- f. La construction de voies ferrées de raccordement pour le trafic des marchandises.

4 Les cantons assurent la réalisation de services plus poussés.

5 La Confédération prend des mesures visant à ce que le transit des marchandises se fasse avant tout par le rail et appuie les efforts visant à accroître la part du chemin de fer dans le transport des marchandises à grande distance. (...)

Suivent des dispositions transitoires prévoyant le financement des mesures proposées par le biais de la surtaxe et du produit net des droits d'entrée sur les carburants.

"Halte au bétonnage - pour une stabilisation du réseau routier"

Art. 36^{quater} (nouveau)

1 Le réseau routier suisse ouvert au public et généralement accessible au trafic motorisé ne doit pas dépasser sa superficie totale relevée au 30 avril 1986.

2 De nouvelles routes ou extensions de routes ne peuvent être réalisées que si des surfaces équivalentes du réseau routier suisse ouvert au public et généralement accessible au trafic motorisé sont réaffectées à d'autres fins dans la même région.

3 Les Cantons peuvent accorder une dérogation dans les cas suivants :

- a. Lorsqu'une région à habitat dispersé se trouve dans une situation intolérable en raison d'une desserte insuffisante et qu'aucune solution de rechange ne peut être envisagée;
- b. Lorsque l'abandon d'un projet de route ou d'autoroute rend nécessaire des travaux d'adaptation au réseau routier.

4 Sont réservées les dispositions édictées par les cantons et les communes concernant la participation des électeurs aux décisions en matière de construction routière.

Canton de Neuchâtel :

Une montagne d'argent sous la Vue-des-Alpes

Les montagnes neuchâteloises ont accouché d'un projet de tunnel routier conçu par le Conseil d'Etat. Budgeté à 296 millions, il nécessite obligatoirement un financement de la Confédération, qui serait au maximum de 85 o/o, soit 250 millions. Ce serait là un des plus gros investissements jamais effectués dans le canton par la Confédération. Derrière des arguments séduisants (écologie, emploi, rapidité) se cache le projet de remplir les poches des entrepreneurs radicaux - le chef des travaux publics est radical - et favoriser encore le transport routier de marchandises qui représente 40 o/o du trafic sur la Vue-des-Alpes. Les contraintes techniques sont telles que le tracé du tunnel ne raccourcit que de 2 km la distance actuelle.

Nous estimons que les priorités sont ailleurs et qu'il y a d'autres besoins à financer. Si le Conseil d'Etat veut améliorer les communications entre le Haut et le Bas du

canton, il faut développer en premier lieu les transports collectifs, qui sont plus sûrs, non polluants et favorisent les économies d'énergie en respectant l'environnement. Un

exemple de cette aberration : un institut a calculé qu'en cas de percement du tunnel, le bilan énergétique représenterait un gain de 20 o/o par rapport à la dépense actuelle (et à condition que tout le trafic passe par le tunnel). Mais comme les prévisions de trafic du Conseil d'Etat font état d'une augmentation de 30 à 54 o/o, l'économie d'énergie s'envole en gaz d'échappement.

Gauche - droite, même tunnel, même combat !

De la droite à la gauche, tous les partis et les syndicats justifient ce

tunnel pour sortir le canton de son "isolement", pour favoriser l'implantation d'entreprises et lutter ainsi contre le chômage. Belle unanimité ! Pendant un siècle, le patronat horloger a accumulé des fortunes et aujourd'hui il licencie, provoque le chômage massif et rend coupable le système de communications ! Ces 300 millions représentent avant tout une immense source de profits pour les entrepreneurs privés. Une étude (menée par un économiste radical...) fait miroiter la fin de la crise grâce à ce projet de tunnel. Cependant, à cause des caractéristiques actuelles de la structure industrielle, l'amélioration des communications n'est pas plus indispensable pour la micro-électronique qu'elle ne l'a été pour l'horlogerie ou pour les machines-outils. Un tunnel n'est en aucune manière une réponse au chômage. Nous en avons une preuve flagrante et dramatique dans le canton de Neuchâtel : le tunnel de la Clusette au Val-de-Travers mis en service en 1975. Le résultat n'a pas été l'établissement de nouvelles usines mais l'hémorragie : 3000 emplois perdus depuis.

Pour une amélioration de la liaison ferroviaire

Le contrôle public des trusts horlogers, des investissements pour

la diversification et pour le recyclage des travailleurs, voilà une utilisation de ces 300 millions pour lutter réellement contre le chômage. En adoptant la politique de la droite, les partis de gauche désarment encore plus les travailleurs et discréditent les revendications traditionnelles du mouvement ouvrier.

Pour ces raisons, le PSO refuse le projet actuel. Dans une conférence de presse largement répercutée, le PSO demandait :

- une nouvelle étude pour un projet basé sur l'amélioration de la liaison ferroviaire;

- que cette étude bénéficie de la même attention que celle du tunnel routier et qu'elle tienne compte des projets proposés par des partis et des associations;

- que la votation se fasse au minimum sur la base d'un projet routier et d'un projet ferroviaire. Le PSO est favorable à une amélioration de la liaison ferroviaire, directe et rapide, et qui inclut le transport de marchandises par ferroviaire.

José Sanchez,
30 septembre 1984

France :

Qui dit austerité dit attaque aux droits démocratiques : une nouvelle fois, cette vérité première a pu être vérifiée. Que ce soit par le fait d'un gouvernement soi-disant socialiste n'a rien de particulièrement réconfortant et permet tout au plus de constater que les rangs de la II^e Internationale sont toujours une pépinière de renégats de la plus belle eau.

Car tous les prétendus arguments juridiques censés justifier l'extradition de trois militants séparatistes basques et l'expulsion de quatre autres ne tiennent pas. Même un partisan de l'extradition comme Philippe Boucher (*Le Monde* du 28 septembre 1984) le reconnaît : "L'existence en Espagne, sous l'appellation d'*audiencia nacional*, d'une sorte de Cour de sûreté de l'Etat, abolie par la France, de pouvoirs de perquisition et de maintien au secret exorbitants du droit commun, la pratique de la torture dans certains commissariats basques et, affirme Amnesty International, dans certaines prisons, auraient justifié que la requête (du gouvernement espagnol, réd.) fût repoussée."

Les renégats

Du reste, cet aspect-là de l'affaire a été clairement démontré par les porte-parole gouvernementaux, qui ont expliqué qu'ils avaient obtenu des garanties du gouvernement de Felipe Gonzalez. Puisque garanties il fallait, c'est reconnaître du même coup que la pratique normale de "l'Etat démocratique" espagnol n'est justement pas... démocratique !

Ce n'est donc pas de droit qu'il s'agit au premier chef, mais bien de volonté politique, de "raison d'Etat". Ces professionnels de l'opportunisme politique, ces faux défenseurs des droits de l'homme que sont les mégalos du goulag à la Bernard-Henri Lévy l'ont fort bien compris, eux qui se sont répandus en approbations écoeurantes de l'extradition (on en trouvera le florilège dans *Le Matin*, de Paris, du 25 septembre 1984).

En extradant ces militants, quel est donc l'objectif politique poursuivi par le tandem Mitterrand-Fabius ? Il s'agit évidemment d'abord d'aider ce "cher Felipe" à mettre au pas le mouvement nationaliste basque et en particulier l'ETA ; quitte à justifier la torture dans les commissariats, comme l'a fait le secrétaire fédéral du Parti socialiste du Pays basque français : "Il faut comprendre les policiers là-bas. Trois cents ont été abattus depuis la mort de Franco." (*Le Monde*, du 23 septembre 1984) Quitte à vider de son contenu le droit d'asile en répondant favorablement aux nouvelles demandes annoncées par le gouvernement espagnol. Au bout de ce chemin, il y a non seulement le reniement complet des socialistes français, il y a surtout "l'espace judiciaire européen", cette unification de la répression bourgeoise au niveau du Vieux Continent.

Mais le tournant de l'Elysée a encore un autre aspect : il s'agit de s'engager dans un revirement aussi spectaculaire en matière d'immigration et "d'insécurité" : "Les socialistes ne sont pourtant pas au bout de leurs peines, et de leurs surprises. M. Fabius (...) a laissé prévoir sur ce dernier point (l'immigration, réd.) des mesures dont certains socialistes croient deviner qu'elles constitueront, pour la gauche française, une rupture comparable à celle qu'a représentée l'extradition vers l'Espagne de trois réfugiés basques." (*Le Monde*, du 29 septembre 1984)

Savez-vous qui a applaudi très fort le tournant du gouvernement ? Mais nul autre que Jean-Marie Le Pen...

Eric Peter

Colons suisses en Argentine :

L'UBS DANS LES "BONS PAPIERS" DE LA DICTATURE

Pendant plus d'un demi-siècle, Motor Columbus et l'UBS ont exploité en Argentine la *Compania Italo-Argentina de Electricidad* (CIAE). Exploitation coloniale que nous avons décrite dans *La Brèche* N° 318 (28 avril 1984). Profitant de la dictature, les capitalistes suisses ont revendu l'affaire au gouvernement argentin à un prix surfait, grâce à leurs complices dans la junte militaire. Plusieurs syndicalistes de la CIAE ont en outre payé de leur vie les complots de cette mafia. Dans cette sinistre affaire d'exploitation financière et de complicité de meurtre apparaissent les noms de Roberto et Juan Aleman, Jose Alfredo Martinez de Hoz, Francisco Soldati, Michael Kohn, Hanspeter Eisenring et Bruno Hunziker, candidat radical au Conseil fédéral...



Les mères de la Place de Mai réclament justice : des dizaines de milliers de disparus...

Dès les premières semaines de son existence, la dictature argentine a reçu de l'Union de Banques Suisses (UBS) l'offre d'un crédit de 50 millions de dollars (environ 110 millions de francs suisses). A la condition expresse de régler rapidement l'affaire de la CIAE. Les dessous de l'exploitation de la CIAE par Motor Columbus ont été démêlés en détail, en 1977, par le *Groupe de travail tiers monde* de Berne. A la conférence publique destinée à répondre à ces accusations, Motor Columbus s'était fait représenter par H. Eisenring et B. Hunziker — actuel candidat radical au Conseil fédéral. Or les accusations lancées il y a quelques années sont confirmées aujourd'hui par l'enquête parlementaire qui a abouti en Argentine.

Pour quelques dizaines de millions de plus...

Le rachat de la CIAE par l'Argentine avait été évalué à 35 millions de dollars (environ 77 millions de francs suisses). Selon le rapporteur *Bravo Herrera* au Sénat argentin, le 7 septembre dernier, les installations de la CIAE ont été finalement revendues pour 95 millions de

dollars (environ 209 millions de francs suisses). Ce montant ne correspondait ni à la concession d'exploitation accordée à Motor Columbus par l'Argentine — qui fixait une remise gratuite au terme de la concession — ni à la valeur réelle de ces installations, surévaluées même à 35 millions de dollars. En outre, l'Etat argentin a repris les actifs et les passifs de la CIAE, qui ne valaient rien. Au total, Motor Columbus et l'UBS ont empoché 440 millions de dollars (environ 968 millions de francs suisses) !

Au service de qui la dictature a-t-elle ainsi gaspillé ses devises ? Martinez de Hoz, ministre des finances des généraux, était le protégé des frères Aleman. Or Roberto Aleman est conseiller de l'UBS à Buenos Aires. Martinez de Hoz était aussi vice-président de la CIAE jusqu'à sa nomination comme ministre. On se tient les coudes, entre "Suisses de l'étranger" ! Les crédits avancés pour le rachat ont été transmis (selon *Bilanz*, septembre 1984) par la Banque centrale d'Argentine, dirigée par Francisco Soldati. Son père, d'origine suisse, a été membre du conseil d'administration de Motor Columbus et président de la CIAE.



Interfoto

La boucle de l'endettement de l'Argentine est ainsi bouclée : les banques impérialistes avancent des crédits (l'Argentine a une dette extérieure de 40 milliards de dollars — 88 milliards de francs suisses — aujourd'hui), et le débiteur restitue le double, soit par les sombres manœuvres décrites ici, soit en remboursements et service de la dette. Un joli morceau retombe dans la poche de la mafia helvétique. Et Martinez de Hoz, avec un petit coup de main de ses amis de Zurich et Baden semble-t-il, a quitté aujourd'hui le navire en détresse de la dictature pour se réfugier en Europe.

"Zones d'ombre" et listes noires

La respectable *Neue Zürcher Zeitung* (12 septembre 1984) s'interroge des "zones d'ombre dans les compétences de la commission d'enquête parlementaire". Que s'est-il passé ? Les parlementaires ont fait saisir du matériel compromettant par perquisition au domicile de l'ancien coordinateur du ministère de Martinez de Hoz, un avocat du nom de Walter Klein, qui sonne fichtrement suisse. Dans la liasse des documents, ils ont trouvé la liste de 300 autres entreprises qui ont pratiqué les mêmes méthodes que la CIAE pour se faire payer par l'Argentine.

Le matériel saisi révèle aussi les victimes de cette politique. On y a trouvé la liste de tous les conflits du travail à la CIAE entre 1977 et 1980, avec les noms des dirigeants ouvriers qui ont "disparu" peu après. Le tout est signé du général Ramon Camps, commandant de la ville de Buenos Aires sous la dictature, l'un des tortionnaires les plus connus. Le député *Augusto Conte*, militant des droits de l'homme, conclut : "Le cas d'Italo et les papiers de Klein prouvent les liens étroits entre la 'patria financiera' (la patrie financière) et les exécuteurs de la répression de ces dernières années." (*Clarín Internacional*, 9 septembre 1984).

Le remboursement des dettes exigé par les banques internationales ne fait que poursuivre ces "liens étroits" tissés dans le passé sanglant de la dictature. Les masses doivent payer de misère et de famine les crédits accordés à l'Argentine pour remplir les poches des capitalistes du monde entier.

F. Osterwalder

Afghanistan :

UNE GUERRE QUI S'ENLISE

Depuis bientôt cinq ans, l'armée soviétique occupe l'Afghanistan. Venue "sauver" (par-dessus sa tête !) le régime du Parti populaire et démocratique d'Afghanistan (PPDA), affaibli et tiraillé par des règlements de compte internes, l'armée soviétique n'a réussi qu'à étouffer le pays. Mais les questions sociales traversent aussi la résistance, divisée en plusieurs tendances.

Le bilan de l'intervention soviétique après quatre ans d'occupation ne laisse aucun doute. L'armée soviétique, qui devait soi-disant "protéger" un régime de réformes sociales contre les menaces de l'obscurantisme féodal et de l'impérialisme, n'a même pas réussi à consolider le régime de Karmal. Elle se comporte comme toute armée d'occupation : ratissages dans les zones libérées, massacres, condamnations à l'exil. Alors qu'au moment de l'invasion, Radio-Kaboul annonçait le retour au "calme total" dans le pays, le ministre afghan des Affaires étrangères a dû déplorer, devant l'ONU le 6 octobre 1983, "la destruction de la moitié des écoles et des hôpitaux, de 14 o/o des véhicules de transports publics, de 75 o/o des lignes de communication ainsi que d'un

grand nombre de centrales hydro-électriques" à cause de l'activité de la résistance.

L'effet de l'occupation soviétique semble surtout avoir été d'accentuer les déséquilibres d'un pays déjà très morcelé et très pauvre. Dans les zones rurales, surtout celles où la résistance est active, la politique de la terre brûlée force à l'exil. L'agriculture, qui fournissait 60 o/o du produit national, en est profondément atteinte. Concrètement, la botte soviétique tue dans l'oeuf toute réforme agraire d'ampleur nationale, qui est pourtant la condition de la libération nationale et sociale du pays ! Le résultat est double. D'un côté, des millions d'exilés cherchent refuge au Pakistan : on estime que la guerre a déjà provoqué quatre millions de réfugiés sur une population totale de



Soldats soviétiques en Afghanistan du Sud.

17 millions d'habitants. De l'autre, l'exode fait grossir les villes où le régime de Karmal et son "protecteur" comptent pouvoir mieux contrôler la population. Kaboul, ville de 800 000 habitants en 1979, en compte aujourd'hui 2 millions. Le coût énorme de la guerre ne permet évidemment pas de résoudre les multiples problèmes sociaux de telles migrations de population ! Au lieu de chars et de canons, le peuple afghan aurait eu besoin d'engrais agricoles et d'aide au développement industriel. L'occupation empêche l'un et l'autre. Sans compter les morts et les victimes de la guerre. Tel est le bilan d'une prétendue "aide à un pays frère" !

"Ce serait la guerre civile"

L'autre effet de l'occupation soviétique est évidemment d'avoir retourné l'écrasante majorité des peuples d'Afghanistan contre l'occupant étranger. En clair : ceux qui prétendaient "sauver" les Afghans de la mainmise de l'obscurantisme féodal ont jeté des millions de paysans pauvres et de travailleurs afghans dans les bras de la résistance où les forces islamiques conservatrices dominent. Beau résultat !

Le 31 août 1984 à Genève, Mohammed Abdul Salim, représentant le Front uni national d'Afghanistan (FUNA) tenait conférence de presse. Il dénonçait les négociations sur l'Afghanistan en cours à l'ONU, qui se déroulent sans la participation des principaux intéressés, les forces de la résistance. L'occasion aussi d'informer sur les composantes de cette résistance. Celle-ci, selon Salim, se divise en trois grands courants : un courant islamiste intégriste, extrêmement conservateur, un courant monarchiste et un courant démocratique, représenté par le FUNA (dont on lira ici des extraits de la plateforme).

A la question : "Que se passerait-il si les Soviétiques sortaient maintenant du pays ?", Salim répondit sans ambages : "Ce serait la guerre civile". Cela ne surprend pas. Derrière l'unité affichée par toutes les forces de la résistance pour chasser les Soviétiques (unité par ailleurs cahotique chaque fois qu'il s'agit de la stabiliser dans un front commun), resurgissent toutes les questions nationales et sociales en suspens depuis l'intervention soviétique. Abdol Qayoum, président du FUNA, le confirme dans un entretien accordé au Bulletin du CEDETIM (Paris, N° 19/20, printemps 1984) :

EXTRAITS DU PROGRAMME DU FUNA

"Les expériences du passé nous en donnent la certitude, la libération nationale, même si elle prend inspiration et appui dans l'élan révolutionnaire des masses, ne peut être garantie que par la libération économique et l'instauration de la justice sociale.

"Les objectifs du Front, après la victoire, sont, en résumé, les suivants : (...)

En matière économique

"Dans le secteur agricole : extension et approfondissement des réformes agraires orientées vers le développement des forces productives du pays et vers la fondation et le développement d'une économie nationale indépendante, création d'institutions coopératives volontaires ; mécanisation et modernisation de la culture ; renforcement et organisation de l'élevage en vue d'un développement sain de l'économie ; protection des pâturages et des forêts.

"Dans le secteur industriel. Concentration et renforcement par l'Etat des industries de base et création d'une industrie lourde ; exploitation des mines pour le développement de l'économie nationale ; nationalisation des capitaux impérialistes ; encouragement et orientation du capitalisme national ; protection et encouragement de l'artisanat ; organisation et orientation du commerce en vue du bien-être général et de l'épanouissement économique de la société.

"En matière sociale. Egalité des droits de tous les membres de la société ; attention particulière à la santé, à l'éducation et aux autres services sociaux, en fonction des possibilités de la société ; accueil des émigrés et garantie de leur bien-être économique et social ; attribution de terre aux travailleurs des nationalités dépourvues de terre, par voie de mise en valeur des terres incultes ; institution des assurances sociales, des fédérations syndicales et des organisations sociales démocratiques ; amélioration des conditions de vie des ouvriers, des travailleurs et des petits employés ; réforme et épuration permanente de l'appareil étatique. (...)"

(Extraits de la déclaration du Front uni national d'Afghanistan de juillet 1979)

"Certaines forces de la résistance ont entrepris d'éliminer les autres. Dans le même temps se sont créées quelques zones libérées ou semi-libérées, qui ont apporté des problèmes spécifiques : problèmes d'administration, problèmes économiques, problèmes d'éducation, problèmes politiques. Lorsque les Russes sont absents, en effet, les moyens de résoudre les contradictions font bien souvent défaut. On voit alors apparaître une très mauvaise sorte de dictature, comme c'est le cas dans le Pandjchir, où l'on opprime les gens de la région eux-mêmes. Ou bien cela porte les contradictions internes jusqu'à l'antagonisme, comme en Hazaradjat."

L'orientation du FUNA

Le FUNA — comme le montrent les extraits que nous publions ici — propose un programme de démocratie et de justice sociale qui, dans plusieurs de ses objectifs, rappelle ceux du PPDA. A quoi Salim répond : "Le PPDA a voulu imposer son programme au peuple, nous voulons le réaliser avec lui et nous

commençons à le faire dans la résistance." Ce qui implique, dans les zones libérées, une prise en charge collective des problèmes d'éducation, de santé, de production alimentaire. Mais cette orientation reste aujourd'hui minoritaire dans la résistance. La majorité des forces islamistes le rejette, comme elles ont rejeté celui du PPDA.

L'axe du FUNA, dans ces conditions, est de proposer un front unitaire de la résistance, sans exclusives idéologiques — comme l'imposent les courants islamistes. La lutte qu'il a ainsi engagée, dans la résistance, pour une libération nationale et sociale des peuples d'Afghanistan se heurte non seulement aux troupes soviétiques, mais aussi aux autres courants de la résistance. Ces divisions sont certes l'un des atouts de l'occupant et l'un des facteurs d'enlisement de cette guerre. Elle restera longue et l'on devra aux troupes de la bureaucratie soviétique d'avoir rendu plus difficile et plus coûteuse — en vie humaine et en ressources matérielles — la voie des peuples d'Afghanistan vers leur libération.

M. Thévenaz

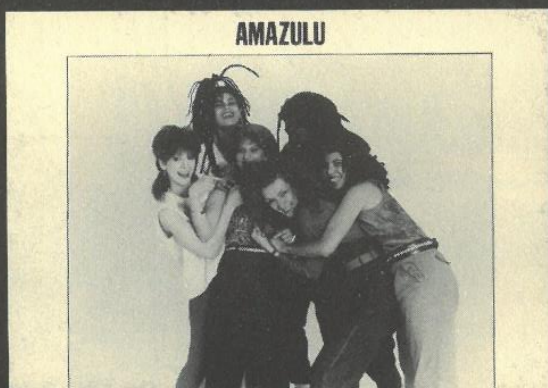


Des résistants afghans ayant détruit un char soviétique.

La fièvre du samedi soir

Trois jours de musique, de danse, de théâtre, de cinéma et de débats. La fête pour les enfants, les immigrés, les femmes, et tous les "faux-Suisses". Un événement politique et culturel. En un mot, la Fête de La Brèche.

Ne ratez pas notre prochain numéro avec le programme complet de la fête. Voici cependant, en avant-première, une présentation des deux groupes vedettes du samedi soir, AMAZULU et LES STUNNERS, qui se produiront le samedi 3 novembre à la salle du Faubourg à Genève.



AMAZULU

LES STUNNERS : du rock de ghetto puriste et coriace

Formé en 1979 à Saint-Ouen (région parisienne), les STUNNERS font un rock urbain et noir, sans concessions (Otis Redding, Five Satins, Muddy Waters, Sam Cooke). Leur "réussite", ils la doivent à un grand coup de poker : en juin 1983, ils se classent premiers à la finale du "Music Challenge des bières Bush". La voile a son "Elf-Aquitaine", la formule 1 son "Paul-Ricard" et le rock français a désormais sa "bière Bush"... Plus de 800 cassettes ont été audi-

tionnées et jugées à Paris. Les trois finalistes sont passés au "Palace" (Paris). Les Stunners ont remporté le premier prix : 200 000 francs pour lancer un 45 tours ! Forcer la porte du show-bizz à coups de bouteilles. Fallait le faire !

Les STUNNERS, ce sont six types durcis par la banlieue mais bercés par leurs rêves, un commando de rebelles mobilisés par les mêmes obsessions. D'abord Philippe Bouchey (né en 1960), cofondateur du groupe, "un énergumène monté sur ressorts, cravate voltigeante et gosier éraillé". Puis Rachid Kheloufi (né en 1958), guitariste "Fire Fender". Hubert Evrard, batteur et chœurs. Mickey, il est né en Afrique, personne ne connaît son nom, harmonica et chant. Alain Bentabou, né en 1958, en colère depuis, bassiste. Said Houmaoui, né au Maroc, ancien boxeur, sax tenor et baryton.

Ils n'ont que faire "des lois du marché ou des hésitations opportunistes", ils s'enracinent dans "la réalité sociale

française de 1983". Ils en sont fiers. Et c'est peut-être pour cela qu'un journal français a pu écrire : "Ce sont six lurons délurés capables de transformer une cave en sauna et d'essouffler les danseurs... Impossible de rester assis !"

Samedi 3 novembre, dès minuit à la Fête de La Brèche.

★ ★ ★

AMAZULU : un tabac au Festival de Nyon cet été !

AMAZULU, quatre femmes et un homme. Un pays : la Jamaïque. Un langage : le reggae. Le plus surprenant à leur propos : une tournée de 300 000 km en 1983 sans jamais laisser le public indifférent.

En 1982, elles sont emprisonnées douze jours en Finlande. Une "histoire" avec l'équipe d'un ferry qui les

transporte de Suède en Finlande. Lesley se souvient : "Nous avons été parquées sans soins médicaux, sans nourriture, sans habits chauds, sans lits. Mon pauvre père est tombé mort quand il a lu ça dans le journal." Contact brutal avec le racisme et la violence contre les femmes !

Si nous faisons une musique politique, c'est de la politique de la vie quotidienne qu'il s'agit, affirment-elles. "Quand ma mère s'indigne du prix du lait, c'est de la politique", lâche Lesley. Les récentes marches de la faim et la répression que l'on sait à Saint-Domingue ou à Haïti donnent un sens très percutant à cette petite remarque.

Le groupe évite le label "féministe" par refus de tout séparatisme, "il y a tant de secteurs bien délimités auxquels on est sensé appartenir".

Cependant, Lesley ne laisse planer aucune ambiguïté sur la réflexion d'AMAZULU : "Le show-bizz est dominé par les hommes, comme le monde d'ailleurs, et ils veulent que ça reste comme ça. Ils ne veulent pas que les femmes s'en mêlent, parce qu'alors elles s'apercevraient comme c'est facile..."

Sur le plan musical, le reggae d'AMAZULU se veut ouvert vers le rock, le calypso et le latin jazz. "On va même vers le funk, maintenant, affirme Clare, et on a aussi un son jazzy." Pour Lesley, "l'idéal, c'est une solide basse et une batterie reggae sous les pieds. Là-dessus on peut faire différentes choses..."

Selon Clare : AMAZULU, ce serait l'humanité et la danse du reggae, l'énergie du rock et le punch et le mordant du meilleur pop.

AMAZULU, samedi 3 novembre, 22h, à la Fête de La Brèche.



**ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES !**

LAUSANNE et VAUD

L'Octogone, Théâtre de PULLY

du ma 16 au ve 19 oct., 19h : le Théâtre Populaire Romand (TPR) présente *Par les Villages*, de Peter Handke. Loc. : Service culturel Migros Vaud, 12, rue Saint-François, Lausanne, 021 / 20 26 31.

Vallée de la Jeunesse

sa 13 oct., 17h : Dominique Scheder chante (dans le cadre d'une fête Pro Familia).

Grande Salle de la Bourdonnette

ve 12 oct., 20h30 : en attendant l'ouverture du Cabaret rock à Lausanne, la KOPROCK (Association pour la promotion du rock à Lausanne) présente le concert de *Skeleton Crew* (en première partie *Red Monaster*, Lausanne). *Skeleton Crew* est un duo anglo-américain, Tom Cora, violoncelle, basse électrique, batterie, chant, "contraptions"; Fred Frith, guitare, basse, casio, chant, "home-mades", qui joue toutes sortes de musiques et d'instruments et qui vient d'enregistrer son premier 33 tours en Suisse, chez Recommended Records Zurich (Rec-Rec 05).

Casino de Montbenon, Salle Paderewski

me 17 oct., 20h30 : *Histoires de musiques* -

musiques de scène, de et par François Lindemann, piano; avec Antoine Auberson, saxe; Sebastian Santa Maria, claviers; Jean-Yves Petiot, basse; Raoul Esmerode, percussions; Olivier Clerc, batterie.

Casino de Montbenon, Salle des Fêtes

je 18 oct., 19h30 : dans le cadre de la Quinzaine culturelle alémanique, rock alémanique, avec les groupes *Slapstick*, *Nuance*, *Stitch*. Fr. 10.-.

Le Noctambule

1er étage du Café de l'Hôtel de Ville, Palud

je 11, ve 12, sa 13 oct., dès 22h : *Alex Périence*.

Théâtre Municipal

me 10, je 11, ve 12, di 14 oct., 20h30 : *Les Mummenschanz*.

Salle communale de PRANGINS

Cabarets de Prangins. ve 19, sa 20 oct., 20h30 : François Silvant, "Je veux pluss de crème dans les mille-feuilles". Fr. 15.-, 12.-. Org. : Paléo.

Cinéma d'Oron, Oron-la-Ville

ve 19, sa 20 oct., 20h30 : *E la nave va*, de Federico Fellini (Italie, 1983).

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

je 18, ve 19 oct., 20h30 : *Elephant Man*, de David Lynch (USA, 1980).

Le Cinématographe, Cinéma Rex, NYON

ma 23 oct., 20h30 : *Les Troyennes*, de M. Cacoyannis (Grèce, 1981).

GENÈVE

Grand Casino

du ve 19 au di 21 oct., 20h30 : *Les Mummenschanz*.

Cour des Miracles, 2, ch. de la Montagne

jusqu'au di 14 oct., 21h (di 17h, relâche lu) : *Aucun lieu. Nulle part*, de Christa Wolf, adaptation théâtrale et mise en scène de Jean-Pierre Raffaelli.

CAC, Cinéma Voltaire

jusqu'au di 14 oct. : films de *Alain Resnais*.

Théâtre Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple

du ma 16 au di 28 oct., 21h (di à 17h, relâche lu) : "Grugru ou quand le théâtre embobine le cinéma", par Henri Gruvman.

La Traverse

du me 10 au di 21 oct., 21h (di à 17, relâche lu) : *Mercedes B* dans "Pattie Srie & Cie".

MARTIGNY

Fondation Pierre Gianadda

Prolongation de l'exposition *Rodin* jusqu'au sa 3 nov. Tous les jours de 10 à 12h et de 13h30 à 18h.

Pattie Sière

Théologie de la libération :

«Le virus révolutionnaire de l'évangile»

* ENTRETIEN AVEC LE PÈRE ANTOINE GISLER, MISSIONNAIRE SPIRITAINE.



Dessin de Plantu.

Trente ans après la condamnation des prêtres-ouvriers par le Vatican, voici que l'on assiste à nouveau à une sorte de procès en hérésie contre la théologie de la libération. Le fait que les tenants de celle-ci s'engagent souvent, en Amérique latine mais aussi en Asie et en Afrique, dans la lutte contre l'oppression économique et politique constitue sans doute, aux yeux de Jean-Paul II et de ses subordonnés, un écart que l'orthodoxie religieuse et conservatrice ne saurait tolérer. «Ceux qui espèrent que le pape viendra seulement pour les pauvres n'ont pas lu "Redemptor Hominis" (la première encyclique de Jean-Paul II, réd.). Le pape n'est pas un pape de classe», déclarait le secrétariat de l'épiscopat d'Amérique centrale et du Panama avant la visite du pape. La théologie de la libération, par contre, s'inscrit justement dans la «lutte des pauvres» et prend clairement parti. C'est ce que rejette la hiérarchie religieuse de même qu'elle craint de ne plus pouvoir contrôler le développement de cette théologie.

Pour mieux connaître ce qu'on appelle la théologie de la libération, La Brèche a rencontré le père Antoine Gisler, missionnaire spiritain, qui a vécu 15 ans aux Antilles et 4 ans au Sénégal et qui suit depuis longtemps ce courant.

La Brèche : Qu'entend-on par théologie de la libération ?

Antoine Gisler : La théologie de la libération est, pour le moment, avant tout un phénomène du tiers monde. Elle est née dans un contexte d'oppression et de lutte contre cette oppression; elle se définit comme un élément de cette lutte. Son terrain nourricier se trouve dans la pratique et l'expérience des chrétiens des communautés ecclésiales de base (CEB). Qui veut la comprendre doit les connaître. La réunion d'une CEB s'occupe de questions tout à fait «terre à terre»: problèmes d'eau potable, remise en état d'un chemin, vaccinations, ouvriers licenciés, etc. Les membres des CEB lisent aussi la Bible, et la commentent. Ils y découvrent un Dieu qui prend le parti des opprimés. Ils sentent mûrir en eux l'idée de se libérer d'un commun effort. C'est le «virus révolutionnaire de l'évangile» qu'exécrait Charles Maurras.

A partir de là, ils essaient de comprendre, d'analyser, de connaître les causes de l'exploitation dont sont victimes les pays du tiers monde. Alors, ils découvrent des mécanismes: ceux du marché, celui des structures socio-économiques. Ils constatent l'existence de classes sociales, leur nature antagonique.

Les membres d'une CEB sont occupés principalement par l'action, l'entraide, le travail syndical, etc. Le but final, selon un mot connu, n'est pas d'interpréter le monde, mais de le transformer.

* Et la théologie dans tout cela ?

— Nous y sommes en plein. En réfléchissant sur les textes bibliques, sur le Dieu qu'on y trouve et son engagement dans l'histoire des hommes, les membres d'une CEB font de la théologie. Ils ont besoin — ils le reconnaissent eux-mêmes — de l'aide fraternelle de l'homme du métier, c'est-à-dire d'un théologien. Mais encore faut-il que celui-ci s'engage avec eux et les accompagne dans leur lutte pour se libérer. Sinon, il risque d'y avoir incompréhension.

* Pourquoi l'Eglise réagit-elle si négativement face à la théologie de la libération ?

— Je ne peux pas donner une réponse définitive et complète. Mais je voudrais souligner quelques éléments. La réponse de Rome n'est pas que négative; mais l'aspect négatif y prédomine. Il y a, subjectivement parlant, un souci réel de la part du Vatican de sauvegarder l'intégrité de la foi. Mais la façon dont ce souci s'exprime et la prise de position qui en découle indiquent, à mon sens, une méconnaissance de l'enjeu de la théologie de la libération. Cette méconnaissance s'explique vraisemblablement par l'éloignement des responsables romains du contexte de lutte contre l'oppression. Or, c'est dans ce contexte qu'est née et que s'alimente la théologie de la libération. C'est de là qu'elle tire sa justification. Leonardo Boff (un des principaux représentants de la théologie de la libération, «interrogé» par Rome

en septembre dernier, réd.), me semble-t-il, a proposé à ses interlocuteurs romains de l'accompagner au Brésil, voir sur place les CEB et les favelas (bidonvilles au Brésil, réd.).

* Justement, quel est l'enjeu de la théologie de la libération ?

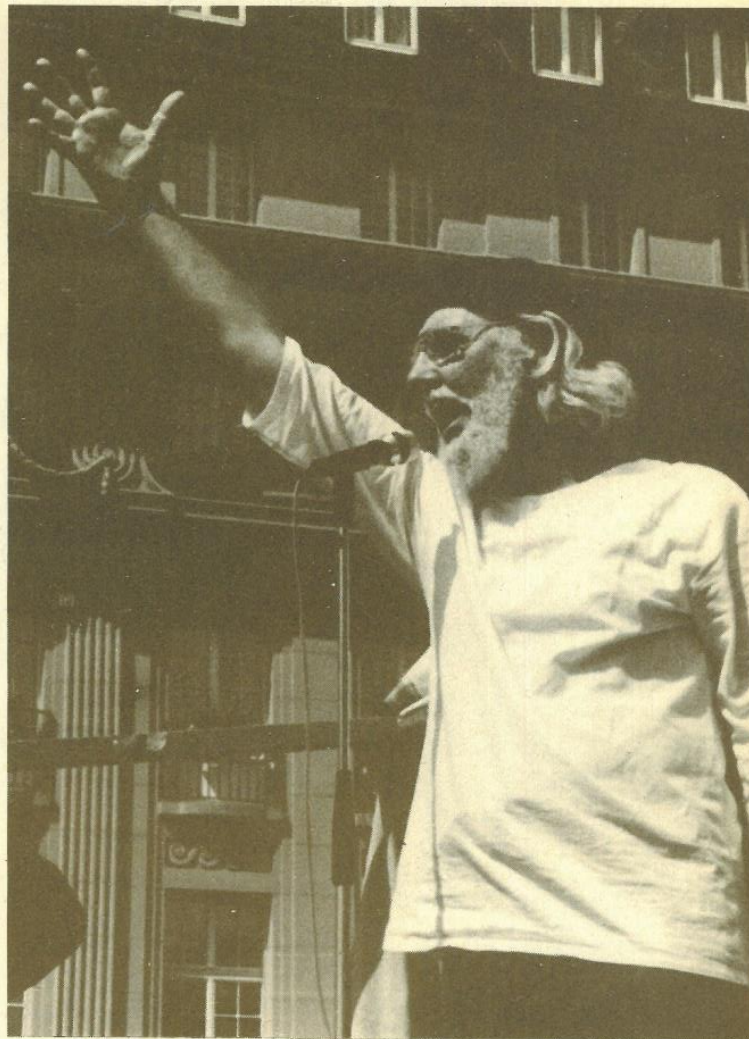
— C'est l'enjeu du Dieu de la Bible. A savoir: que les pauvres et les faibles cessent de subir l'oppression, qu'ils soient traités conformément à la dignité qu'ils ont aux yeux de Dieu. C'est important, car les chrétiens qui y sont sensibilisés tournent les yeux avec

beaucoup d'espoir vers le Nicaragua, par exemple. Ils y trouvent beaucoup de raisons de s'engager dans le processus révolutionnaire en cours dans ce pays. De même, ils remarquent avec une grande inquiétude le silence de Rome devant l'agression que subit le Nicaragua, alors que ce pays cherche simplement à construire une société plus fraternelle, en fait plus conforme au projet de Dieu.

nismes par lesquels s'exerce l'oppression sur des populations entières, principalement au tiers monde. Pour employer une formulation rapide, ce qu'on emprunte au marxisme, c'est sa méthode d'analyse de la société. Par contre, le marxisme en tant que philosophie athée est explicitement rejeté. C'est du reste tout à fait normal de la part de théologiens catholiques.

REAGAN AIME LA THÉOLOGIE, MAIS SANS LA LIBÉRATION

Il n'est pas inutile de souligner que les ennemis de la théologie de la libération et des courants progressistes dans les Eglises latino-américaines ne se recrutent pas qu'au Vatican. En 1980 se réunissait à Santa Fe, aux Etats-Unis, un groupe de travail devant préparer les grandes lignes de la politique des Etats-Unis envers l'Amérique latine, pour le cas où Reagan serait élu. Or, une partie du texte élaboré au cours de cette réunion dénonce la théologie de la libération et proclame la nécessité de lutter contre elle. A la même époque se constitue à Washington l'"Institute for Religion and Democracy", dirigé par Peter Burger, sociologue protestant, et Michel Novak, journaliste-écrivain catholique. Ce vénérable institut est spécialement prévu pour dénoncer l'aide apportée par des groupes de chrétiens nord-américains à la théologie de la libération et à l'Eglise populaire en Amérique latine, plus particulièrement en Amérique centrale. Cet institut — toujours vénérable et éminemment démocratique — est financé par plusieurs fondations dont certaines proches du Parti républicain. Les voies du Seigneur sont décidément impénétrables...



Le père Cardenal, ministre nicaraguayen de la culture, sera-t-il excommunié ?

* Le recours au marxisme est une des accusations principales de Rome contre la théologie de la libération. Qu'en est-il de ce recours au marxisme et pourquoi Rome y attache-t-elle tant d'importance ?

— Le marxisme, pour la théologie de la libération, est un moyen utile pour comprendre les méca-

En revanche, Rome considère qu'il n'est pas possible de séparer chez Marx sa méthode d'analyse de la société de sa philosophie. Les théologiens de la libération sont d'un avis différent, avis d'ailleurs partagé par de nombreux marxistes eux-mêmes.

Propos recueillis par P. Girardet